



Commission européenne

# PANORAMA

PRINTEMPS 2018 / N° 64



**Politique de cohésion:  
30 années d'investissement  
dans l'avenir des  
régions européennes**

RHÉNANIE-DU-NORD-  
WESTPHALIE:  
UN ACTEUR DE  
PREMIER PLAN SUR LA  
SCÈNE NATIONALE ET  
INTERNATIONALE



CONSERVER  
LA DIMENSION  
TRADITIONNELLE  
TOUT EN  
INVESTISSANT DANS  
L'AVENIR EN CROATIE



# COHESION 30

Politique  
régionale et  
urbaine

# PANORAMA

## Dans cette édition...

L'édition de printemps de *Panorama* marque le 30<sup>e</sup> anniversaire de la création de la politique de cohésion et présente, à cette occasion, deux numéros spéciaux. Une analyse rétrospective des cinq périodes de programmation illustre, à l'aide de cartes et d'infographies, l'évolution au fil du temps de la politique et des régions qu'elle sert. Nous braquons également les projecteurs sur 30 projets emblématiques issus de tous les États membres pour faire apparaître l'ampleur et l'efficacité des investissements consentis.

Notre profil régional s'intéresse cette fois-ci à la Rhénanie-du-Nord-Westphalie, en Allemagne, et met en vedette le profil de projets et un entretien avec le professeur Andreas Pinkwart, ministre de l'économie, de l'innovation, du numérique et de l'énergie de Rhénanie-du-Nord-Westphalie. Nous examinerons également le concours du FEDER aux PME, les analyses d'impact territorial, et le nouveau « toolkit » de la Commission relatif à l'intégration des personnes issues de l'immigration. Nous expliquerons la collaboration entre l'UE et la Norvège, l'Islande

et le Liechtenstein dans le cadre de l'accord sur l'Espace économique européen.

Cette édition contient un entretien accordé par Jacques Mézard, ministre français de la cohésion des territoires, qui sonde l'impact passé, présent et futur de la politique de cohésion en France. La rubrique « La parole est à vous » vous propose des contributions qui nous viennent de Toscane, de Brandebourg et de l'association des villes de l'Arc atlantique, tandis que la section « projets » nous emmène en Estonie, en Autriche et en Grèce.

Je vous souhaite une bonne lecture.



**AGNÈS MONFRET**

*Chef de l'unité chargée de la communication,  
Direction générale de la politique régionale et urbaine,  
Commission européenne*



04



24



54



58

ÉDITORIAL.....	3	NOUVELLES EN BREF .....	23
LE FINANCEMENT EN MATIÈRE DE COHÉSION DONNE À LA FRANCE LES MOYENS D'AGIR.....	4	LA POLITIQUE DE COHÉSION FÊTE SES 30 ANS.....	24
TOOLKIT POUR SOUTENIR LES MIGRANTS.....	8	CARTOGRAPHIE DES PROGRÈS RÉALISÉS EN MATIÈRE D'INVESTISSEMENT DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE DE COHÉSION.....	40
LA CROATIE DÉFINIT SES PRIORITÉS.....	10	RÉTABLIR LA CROISSANCE DANS L'UE.....	50
RHÉNANIE-DU-NORD-WESTPHALIE: UN ACTEUR MONDIAL.....	12	ANALYSE DE L'IMPACT TERRITORIAL .....	52
LE BRANDEBOURG, À L'APPUI DES DEMANDES RÉGIONALES.....	20	SUBVENTIONS DE L'EEE ET DE LA NORVÈGE: RENFORCER L'EUROPE.....	54
TOSCANE: LE FINANCEMENT RÉGIONAL EST CRUCIAL.....	21	SUIVRE LE COURANT DANS L'OUEST DE LA MACÉDOINE	58
LES VILLES DE L'ARC ATLANTIQUE TRAVAILLENT MAIN DANS LA MAIN.....	22	PROJETS EN AUTRICHE, EN ESTONIE ET EN GRÈCE.....	60
		PROGRAMME.....	63

## ÉDITORIAL

L'année 2018 revêt un caractère particulier pour la politique de cohésion. Elle fêtera son 30<sup>e</sup> anniversaire dans trois mois à peine, le 24 juin, le jour même de l'adoption des premiers règlements de la politique de cohésion.

Il s'agit, à l'évidence, d'un jalon important. Nous avons accompli tant de choses au cours de ces 30 dernières années: croissance, emplois, Internet plus rapide, meilleure accessibilité, des hôpitaux plus nombreux et mieux équipés, garderie et écoles pour nos enfants, etc. Cette édition de *Panorama* présente 30 exemples remarquables de l'utilisation de la politique de cohésion par les régions européennes en vue d'assurer une vie meilleure et un avenir plus radieux à leurs citoyens. Parce que la bonne nouvelle, c'est que chaque région européenne a participé à cette réussite, en s'appuyant sur la politique de cohésion pour mieux tirer parti des possibilités créées par le plus grand marché intérieur du monde.

Bien sûr, la politique de cohésion d'aujourd'hui est très différente de celle que nous avons connue il y a 30 ans. Depuis lors, 16 nouveaux États membres ont rejoint l'Union. Les défis et les priorités de financement ont évolué. Par exemple, le soutien à la transition industrielle des régions européennes devient aujourd'hui une priorité majeure, au même titre que le soutien à l'intégration des migrants.

Mais l'une des forces de cette politique est qu'elle a toujours su tirer les leçons de ses succès et de ses échecs et s'adapter en permanence à une époque nouvelle tout en restant fidèle à ses principes d'origine: soutien aux régions les plus défavorisées, programmation pluriannuelle, investissements stratégiquement ciblés et association des partenaires régionaux et locaux.



Je voudrais profiter de cette occasion pour rendre un profond hommage à tous ceux qui ont rendu et rendent cette politique possible chaque jour. Je suis fière des milliers de praticiens de la politique de cohésion dans nos États membres et régions qui veillent à ce que les fonds de l'UE travaillent ensemble et accompagnent les promoteurs de projets dans la réalisation de ces derniers. Je suis sûre qu'ils sont également fiers de cette politique.

L'heure est donc à la célébration. Mais il est également temps de tirer parti de ces réalisations afin que cette politique puisse continuer à servir notre rêve européen commun de paix, de démocratie, de liberté, de solidarité et de prospérité pour tous.

Dans quelques semaines seulement, la Commission présentera ses propositions pour le prochain accord financier pluriannuel et pour la future politique de cohésion après 2020. Il y aura un débat important sur les priorités de financement de l'UE pour cette nouvelle période. Et je suis heureuse que, dans ce contexte, nous puissions montrer des milliers d'exemples concrets de la manière dont l'Union européenne a changé la vie de millions de citoyens à travers notre continent. Un grand merci et joyeux anniversaire à la politique de cohésion! ■

**CORINA CREȚU**

*Commissaire européenne en charge  
de la politique régionale*



# Adapter la politique de cohésion aux défis futurs en France

Le ministre français de la cohésion des territoires, Jacques Mèzard, réfléchit à la pertinence du passé, du présent et de l'avenir de la politique de cohésion et aux changements qui seront nécessaires pour relever les défis auxquels la France et l'UE dans son ensemble seront confrontées au-delà de 2020.



*Imaginée et mise en œuvre sous la houlette de Jacques Delors en 1988, la politique de cohésion a aujourd'hui 30 ans. Elle s'est continuellement adaptée tout en restant fidèle aux principes de départ: aide aux régions les plus défavorisées, programmation pluriannuelle, orientation stratégique des investissements et implication des partenaires régionaux et locaux. Fallait-il rester fidèle à ces principes tout au long de cette période ? Sont-ils toujours d'actualité aujourd'hui ?*

La politique de cohésion est un élément constitutif du projet européen puisque réduire l'écart entre les différentes régions est un principe prévu dans le préambule du traité de Rome. Cette politique est la première politique d'investissement européenne et elle a connu de grandes réussites : elle a contribué à accélérer les rattrapages des nouveaux adhérents en matière économique et elle a soutenu l'investissement pendant la crise. La politique de cohésion est aussi une politique de développement solidaire et dynamique qui vise à mettre les territoires qui souffrent de handicaps spécifiques en capacité de faire valoir leurs atouts, dans le marché unique et la mondialisation.

Pour que les dynamiques qu'elle impulse continuent vraiment de s'adresser à tous, cette politique doit faire l'objet d'ajustements importants voire d'une refondation pour des raisons économiques, l'Europe a besoin de régions productives et radicalement transformées pour assurer sa pérennité, sociales, la force de sa cohésion sociale et la qualité de son capital humain seront des facteurs stratégiques et politiques, il y a un risque de fragmentation sociale à l'échelle du continent.

*Le budget de la politique de cohésion de l'après-2020 est au cœur des débats. De votre point de vue, où en sommes-nous aujourd'hui dans le débat et quelles sont vos attentes ?*

Les autorités françaises défendent un «budget volontariste au service d'une Europe souveraine, qui garantit notre sécurité et prépare l'avenir des jeunes Européens», un budget plus équitable et plus prévisible. Elles ont confirmé à la fois, leur soutien à la politique de cohésion et leur souhait, de la voir se réformer en profondeur. Pour mieux relever les défis actuels en matière territoriale, nous souhaitons qu'elle fasse l'objet d'un meilleur ciblage et soit conditionnée par

davantage de convergence sociale et fiscale. Pour la France, une Europe forte est la seule option qui fasse sens pour que demain nous puissions pleinement protéger, défendre et soutenir nos citoyens dans la mondialisation.

*Dans quelle mesure les programmes actuels contribuent-ils à stimuler l'économie française? Quels résultats concrets espérez-vous atteindre à la fin de la période de programmation actuelle (2014-2020) ?*

L'innovation est identifiée comme un des principaux leviers de compétitivité hors coût de l'économie française. L'intensité des investissements de R&D s'est ralentie depuis la crise et doit absolument être stimulée pour renforcer la compétitivité des filières et prévenir le décrochage de certaines régions. Une autre dimension essentielle pour l'attractivité de l'économie française est la stabilité du climat d'investissement et la cohésion sociale auxquels contribuent aussi les FESI. Leur cadre de mise en œuvre, qui favorisant les investissements structurants et offrant des garanties est également un facteur qui contribue à la sécurisation des investissements.



« Pour la France, une Europe forte est la seule option qui fasse sens pour que demain nous puissions pleinement protéger, défendre et soutenir nos citoyens dans la mondialisation. »

Cependant, Les retombées des FESI dans les territoires sont à nuancer en fonction de l'importance des fonds perçus. Par ailleurs, si en évaluation *ex post*, il est possible de relever l'influence positive des fonds pendant la crise dans les régions françaises en revanche, nous n'avons pas assez de recul pour démontrer l'impact économique de la programmation en cours. En effet, les FESI interviennent rarement isolément. Nous espérons concrètement que ces fonds permettront d'augmenter la part des dépenses de R&D en France et simultanément, de réduire l'écart entre les régions françaises en matière d'innovation mais aussi d'emploi et de formation.

*Vous avez été Ministre de l'agriculture et maintenant vous êtes celui de la cohésion des territoires. Ne pensez-vous*

*pas que les fonds FEDER et FEADER ont vocation à travailler encore plus étroitement au cours de la période future (après 2020) dans les zones rurales, par exemple dans ce qui concerne le haut débit ? Si la création d'un fonds unique n'apparaît pas comme une solution appropriée, des modalités communes d'intervention mieux intégrées ne devraient-elles pas être davantage recherchées notamment dans un souci de simplification ?*

Mon expérience au Ministère de l'agriculture n'a pas duré bien longtemps, mais étant un élu du Cantal, je peux vous confirmer que le déploiement du haut débit est absolument vital pour le développement économique, dans les territoires ruraux. C'est pourquoi en complément du plan France Très Haut Débit, beaucoup de régions françaises

ont fait le choix d'utiliser les fonds européens pour accélérer son déploiement.

Cependant, l'architecture complexe des fonds avec leurs multiples priorités manque parfois de lisibilité et il faudra y remédier. Les autorités françaises ont exprimé leurs attentes en matière de simplification ; elles ont également été force de proposition auprès des instances européennes. C'est effectivement une simplification profonde que nous escomptons pour l'après 2020 et qui passe par une meilleure harmonisation des règles régissant les différents fonds.

Nous devons être relativement vigilants en particulier sur trois points : nous veillerons à préserver la sécurité juridique des bénéficiaires, à la faisabilité technique des propositions et à ce que les progrès en matière de simplification au



L'installation d'un réseau de fibre optique – un investissement majeur dans l'infrastructure régionale française.

niveau communautaire ne se traduisent pas par un accroissement des exigences réglementaires au niveau national.

*Au cours de la période 2014-2020, la France a connu un transfert de la responsabilité de la gestion du FEDER des Préfectures vers les régions (conseils régionaux). Quelles leçons tirez-vous de cette évolution ? Quel a été à votre avis l'impact sur le rôle coordinateur de l'État ?*

L'actuelle période de programmation a été un défi pour l'ensemble des parties concernées. Au cours de cette programmation, les régions ont eu à relever un double défi : mettre en œuvre la gestion de programmes dont l'excessive complexité n'est que trop connue et pour une grande partie d'entre elles gérer la fusion des régions françaises. Les autorités de gestion se sont dans l'ensemble, acquittées de ces nouvelles responsabilités avec un grand professionnalisme. Quant aux autorités de coordination,

elles ont dû à la fois apporter aux autorités de gestion un appui technique et réglementaire sur une vaste gamme de sujets, apporter une expertise technique dans le travail interministériel et porter les positions nationales, dans le dialogue avec les régions et dans les enceintes européennes.

Ce processus de dialogue et système de travail et de coopération entre l'État et les Régions construit autour de la gestion des FESI est certainement perfectible mais quoiqu'on en dise, il fonctionne et produit des résultats globalement satisfaisants.

*Les RUP françaises (DOM) doivent faire face à de nombreux défis tels que l'éloignement, l'insularité ou les géographies difficiles. L'allocation spécifique est-elle une réponse appropriée à ces défis ? Ne faudrait-il pas « structuraliser » davantage la réponse de l'UE en l'ancrant plus profondément et plus durablement*

*dans le soutien du FEDER voire du FSE ? Quelle seront les priorités françaises lors de la prochaine négociation au niveau de la prise en compte des spécificités des RUP ?*

Les RUP constituent une chance pour l'Union européenne. Les contraintes et défis des RUP sont effectivement fort nombreux, et les situations diverses entre les différentes RUP françaises. Mais les RUP ont aussi des potentialités et ressources uniques qui sont directement liées à des secteurs stratégiques pour l'économie du futur (l'économie verte, bleue ou encore l'espace). Ces actifs sont malheureusement insuffisamment exploités.

La politique de cohésion et les FESI proposent une palette diversifiée d'instruments et d'outils. L'allocation spécifique RUP en est un parmi beaucoup d'autres... Dans ce cadre, compte tenu des besoins locaux importants rencontrés par les RUP, nous souhaitons faire avancer le

Vue panoramique de Clermont-Ferrand avec l'imposant Puy de Dôme à l'arrière-plan.





Anne-Laure Morel est propriétaire de la jeune pousse Torskal dans la région ultrapériphérique française de La Réunion.

plus rapidement possible certains sujets clefs en lien avec l'agriculture, la pêche, la gestion des déchets, la formation et la jeunesse, la mobilité depuis et entre ces territoires, ou encore, les accords commerciaux. C'est dans cette optique qu'à l'issue des consultations initiées dans le cadre des Assises de l'Outremer, des projets innovants, structurants et générateurs d'emploi seront proposés par les acteurs avec l'appui du gouvernement au printemps prochain.

*Vous êtes un élu du Cantal (département de la Région Auvergne-Rhône-Alpes). La politique de cohésion de l'Union européenne a-t-elle eu un impact significatif pour ce territoire ? Pourriez-vous mettre en évidence quelques projets qui ont été particulièrement bénéfiques pour les citoyens ?*

La politique de cohésion de l'Union européenne est complexe mais pour tous nos territoires, elle représente un véritable enjeu : la part moyenne des fonds européens dans l'investissement régional est

de 20% en Métropole et dans le cas de l'Auvergne, la région d'où je suis issu, cette part s'élève à 76%. Donc oui, je peux vous affirmer que cette politique-là est cruciale pour les responsables publics qui souhaitent mobiliser les investisseurs autour de projets structurants dans les régions! Par exemple, en lien avec l'agro-industrie, Le FEDER a financé à hauteur de 150 000 euros le projet de R&D « MOPAD » conduit par BIOVITIS qui se propose d'utiliser des microorganismes pour lutter contre les maladies du blé. Dans un autre registre, il a également appuyé le développement d'espaces de travail collaboratifs pour les TPE/PME par ex. dans les pays de Murat (195 000€) ou de Salers (150 000€). ■

1) Micro-organismes pour une agriculture durable.



# «Toolkit» pour aider les personnes issues de l'immigration grâce aux fonds de l'UE

La Commission a récemment lancé un «toolkit» pour favoriser la coordination des fonds de l'UE en faveur de l'intégration des personnes issues de l'immigration.

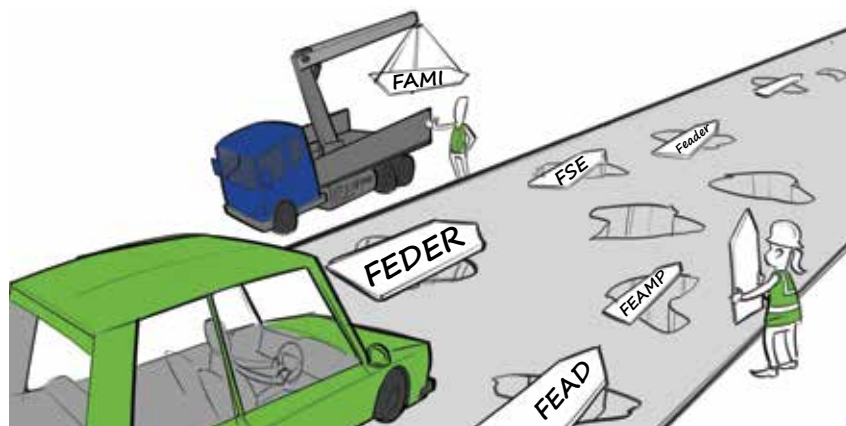
Lorsque vous prenez le métro le matin, vous ne prêtez probablement aucune attention au conducteur du train qui veille à ce que vous arriviez à destination en toute sécurité. Plus tard dans la journée, à l'hôpital, vous ne faites pas vraiment attention à la personne qui prend votre tension artérielle et vous rappelle les effets secondaires de vos médicaments. Vous ne savez sans doute pas non plus que votre fille rêve de devenir une vedette comme Romelu Lukaku dans l'équipe nationale belge de football.

Soyons clairs: il est fort probable que toutes ces personnes sont nées hors d'Europe ou de parents originaires d'un autre continent. Ils sont probablement arrivés en Europe par des voies différentes. Quel que soit leur parcours, leurs enfants sont confrontés à de nombreux défis à l'école, en particulier s'ils sont dans une école ségréguée.

## Être conscient de l'écart

En 2016, 4,1 % de l'ensemble de la population de l'UE n'avait pas la nationalité d'un État membre, et 7 % des personnes vivant dans l'UE étaient nées en dehors de ses frontières. Il ressort des données que des écarts socio-économiques importants et grandissants subsistent encore entre les personnes issues de l'immigration et le reste de la société. Les écarts suivants sont particulièrement frappants:

- En 2016, le taux de chômage de l'UE-28 pour les migrants nés en dehors de l'UE demeurait supérieur de 8,4 points de pourcentage au taux pour la population née sur le territoire de l'UE.
- Dès la fin de l'enseignement primaire, les enfants issus de l'immigration ont des résultats significativement inférieurs à ceux des autres enfants. De plus, les enfants issus de l'immigration sont surreprésentés dans les établissements d'enseignement spécialisé.



Malgré ces défis majeurs, des études révèlent que l'immigration est associée à une contribution positive aux finances publiques et à la protection sociale dans les États membres d'accueil (dont tous les citoyens hautement qualifiés et peu qualifiés peuvent profiter), et qu'elle dépend du niveau de compétences initial du migrant et de la durée de son intégration sur le marché du travail.

L'Europe est l'un des endroits les plus riches de la planète. Nous disposons d'un large éventail de ressources et d'outils pour faciliter l'intégration des personnes issues de l'immigration. En particulier, le montant des fonds de l'UE à la disposition des États membres est important (voir la figure ci-dessous).

« Les valeurs et principes de l'Union européenne se reflètent dans la volonté de celle-ci de favoriser la création de sociétés fondées sur la cohésion et l'inclusion, indépendamment de l'origine ethnique, de la nationalité, du statut juridique, du genre, de l'orientation sexuelle, de la religion et du handicap. N'oublions pas que les 20 millions de ressortissants de pays tiers qui résident légalement dans l'Union européenne peuvent apporter leur contribution au marché de l'emploi. »

Corina Crețu  
Commissaire européenne en charge  
de la politique régionale

## Adaptation aux objectifs

Afin d'utiliser les fonds de l'UE de manière optimale, la commissaire Crețu, en collaboration avec Georges Dassis, président du Comité économique et social européen, a récemment lancé un «toolkit» sur l'utilisation des fonds de l'UE en faveur de l'intégration des personnes issues de l'immigration.

Sa création fait suite à un certain nombre de priorités clés identifiées par la Commission: en particulier, la nécessité de soutenir l'intégration des personnes issues de l'immigration selon les principes de l'égalité de traitement et la nécessité d'une meilleure coordination des fonds de l'UE.

### LE TERME «PERSONNES ISSUES DE L'IMMIGRATION» FAIT RÉFÉRENCE AUX:

- ressortissants de pays tiers;
- demandeurs et bénéficiaires d'une protection internationale;
- apatrides;
- personnes dont la nationalité est indéterminée;
- citoyens de l'UE issus de l'immigration.

Il convient de noter que les citoyens de l'UE mobiles n'entrent pas dans cette catégorie.

Comme l'a déclaré Dimitris Avramopoulos, commissaire européen en charge de la migration, des affaires intérieures et de la citoyenneté: «Il est indispensable d'investir dès aujourd'hui

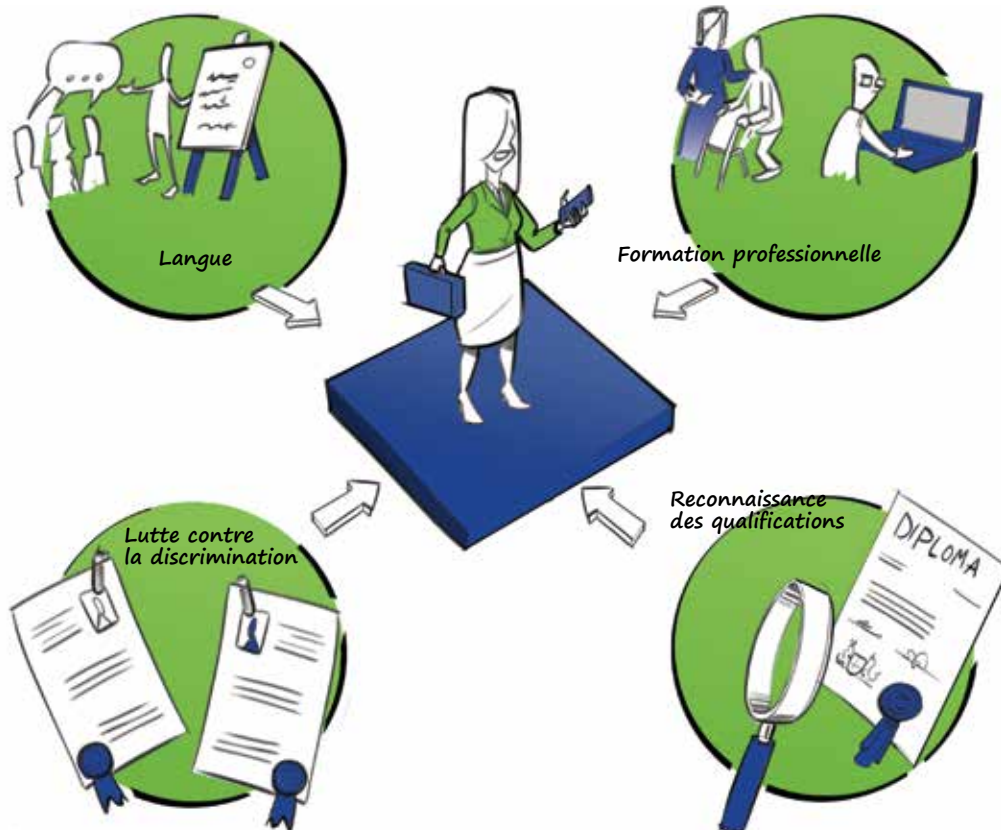
dans les politiques d'intégration pour que l'Europe demeure à l'avenir une société prospère, cohésive et inclusive.» Ce «toolkit» aidera les autorités de financement des États membres à améliorer l'utilisation des fonds de l'UE consacrés à l'intégration, en améliorant la coordination dans le cadre de l'utilisation des fonds et en renforçant les synergies. De cette manière, avec le concours de l'UE, les autorités de financement contribueront à réduire les inégalités et à assurer l'égalité de traitement des personnes issues de l'immigration.

Le «toolkit» formule des recommandations pratiques sur la gestion des fonds de l'UE, notamment en mettant l'accent sur leurs synergies. Il attire également l'attention sur certains défis urgents à relever dans les domaines de l'éducation, de l'emploi, du logement, de l'accueil et de l'accès aux services traditionnels de base, là où ils sont les mieux à même d'apporter leur contribution. Une plus grande attention devrait être accordée à l'isolement social et physique des personnes issues de l'immigration, en particulier les plus vulnérables, comme les sans-abri, les apatrides, les parents isolés et autres.

Les fonds de l'UE sont mis à la disposition des autorités nationales, régionales et locales. La Commission est disposée à continuer à soutenir les États membres afin de maximiser le potentiel de ces fonds. Par la suite, après la mise en œuvre des projets dans tous les États membres, elle est prête à mettre à jour le «toolkit» avec des recommandations plus pratiques. ■

### POUR EN SAVOIR PLUS

<http://europa.eu/!gT84Bc>







# Conserver les aspects traditionnels tout en investissant dans l'avenir

*La forteresse Saint-Michel restaurée à Šibenik, Croatie.*

**Il est particulièrement important que le statut des politiques traditionnelles (politique de cohésion et politique agricole commune) soit conservé pour la Croatie pendant la période de programmation du nouveau cadre financier pluriannuel. La ministre du développement régional et des fonds européens, Gabrijela Žalac, explique la position de la Croatie quant à l'avenir de la politique de cohésion après 2020, présente la position du pays et formule clairement ses priorités.**

J'estime qu'il est essentiel que la politique de cohésion demeure un outil efficace pour l'Union, qu'elle continue à réduire considérablement les disparités économiques, sociales et territoriales et à renforcer la compétitivité globale de l'économie européenne. La politique de cohésion favorise la croissance économique et le développement durable et est considérée comme une source essentielle des investissements publics en Croatie. Outre sa participation active aux travaux des institutions européennes, la Croatie fait partie du groupe de Visegrad élargi au sein duquel elle contribue activement aux débats sur l'avenir de la politique de cohésion.

De 2015 à 2017, d'après les estimations, la contribution de la politique de cohé-

sion aux investissements publics en Croatie s'élevait à 80 %, pourcentage très élevé par rapport à la moyenne de l'EU-28 (8,5 %). Ce pourcentage montre nettement que les augmentations de la contribution nationale au cofinancement varient d'un pays à l'autre et que chaque État membre réagira selon sa situation.

Le cofinancement national contribue certainement au sentiment d'appropriation de toutes les parties prenantes. Toutefois, en raison des disparités considérables en matière de développement entre les pays et les régions, toute augmentation ne s'accompagnera pas nécessairement d'une valeur ajoutée pour la politique de cohésion. Dès lors, nous soutenons le maintien du taux minimal de cofinancement national



« En ce qui concerne les principaux éléments de la future politique de cohésion, j'estime qu'il est essentiel de donner la priorité à l'investissement. La Croatie continue de soutenir avec force les priorités «traditionnelles» de la politique de cohésion, financées au titre de la période de programmation actuelle, étant donné qu'elles gardent tout leur intérêt pour notre pays après 2020. »

actuel applicable aux enveloppes et contributions nationales provenant des budgets nationaux en faveur des Fonds structurels et d'investissement européens (Fonds ESI).

### Priorités

En ce qui concerne les principaux éléments de la future politique de cohésion, j'estime qu'il est essentiel de donner la priorité à l'investissement. La Croatie continue de soutenir avec force les priorités «traditionnelles» de la politique de cohésion, financées au titre de la période de programmation actuelle, étant donné qu'elles gardent tout leur intérêt pour notre pays après 2020.

Pour ce qui est du CFP, nous sommes favorables au maintien de la durée actuelle de sept ans car

la prédictibilité à long terme est cruciale en raison du temps nécessaire à l'harmonisation de la législation et à l'adoption de programmes opérationnels.

En outre, la règle actuelle (N+3) est appropriée et une période complémentaire de trois ans pour l'absorption des fonds après leur allocation est optimale.

En ce qui concerne les instruments de mise en œuvre de la politique de cohésion, nous soutenons le maintien des subventions en tant qu'instrument principal de la mise en œuvre, même s'il est aussi nécessaire de considérer les évaluations selon lesquelles des instruments financiers peuvent être utilisés efficacement, en particulier

combinés à des subventions en faveur de stratégies dans le

domaine des investissements durables financièrement.

Je souhaite souligner l'importance de la coopération territoriale européenne en tant qu'excellente plateforme pour le développement d'une coopération stratégique et coordonnée à tous les niveaux avec des partenaires d'autres régions et pays européens.

Il est nécessaire de continuer à reconnaître les lacunes, à veiller aux synergies et à la complémentarité entre les fonds ESI et les autres fonds de l'Union et à améliorer l'efficacité de la mise en œuvre de la politique de cohésion. Dès lors, nous espérons que la transition entre les périodes de programmation sera simplifiée et que la nouvelle période financière débutera plus rapidement pour garantir la continuité des investissements. ■

*Gabrijela Žalac, Ministre croate du développement régional et des fonds européens*





# Rhénanie-du-Nord-Westphalie – un acteur de premier plan sur la scène nationale et internationale

La Rhénanie-du-Nord-Westphalie, la région la plus densément peuplée d'Europe, bénéficie d'une économie exceptionnelle au sein de l'UE et de liens étroits avec les pays voisins. Cependant, il lui reste encore beaucoup de retard à rattraper pour créer un environnement mieux adapté aux activités de recherche, aux entreprises innovantes et aux start-up à fort potentiel de croissance.

En tant que l'un des 16 Länder allemands, la Rhénanie-du-Nord-Westphalie occupe 9,5 % de la superficie et compte et représente, respectivement, environ 21 % de la population et du produit intérieur brut du pays. La Rhénanie-du-Nord-Westphalie est une région économique exceptionnelle au sein de l'UE grâce à sa position centrale au cœur de l'Europe, sur les corridors transeuropéens des Alpes rhénanes et de la mer du Nord - Baltique, et son rôle de dorsale industrielle des grands ports maritimes belges et néerlandais.

L'économie de la région est principalement imbriquée au niveau international et a une vocation mondiale. En 2017, ses importations et exportations s'élevaient à 419,8 milliards d'EUR. Le commerce international représente plus de 60 % du PIB de la région. Même à l'heure de la mondialisation croissante, les deux tiers des exportations de la Rhénanie-du-Nord-Westphalie sont toujours destinés aux pays européens, en particulier ses pays voisins comme les Pays-Bas, la France et le Royaume-Uni.

Ces dernières années, les exportations de Rhénanie-du-Nord-Westphalie à destination des pays d'Europe centrale et orientale comme la Pologne, la République tchèque, la Hongrie et la Roumanie ont connu une évolution dynamique. Les États-Unis et la Chine sont de loin les marchés non européens les plus importants pour la région.

## Acteur mondial

Les entreprises de Rhénanie-du-Nord-Westphalie connaissent un grand succès sur le marché mondial avec une variété de produits. En 2017, les exportations les plus importantes de la région ont été les produits chimiques, les machines, les métaux,

les véhicules à moteur et les pièces détachées de véhicules. Traditionnellement, les secteurs particulièrement importants, tels que le génie mécanique et l'industrie chimique, réalisent une grande partie de leur chiffre d'affaires à l'étranger.

Bien qu'elle ne soit pas située sur la côte, la Rhénanie-du-Nord-Westphalie joue un rôle de distribution important pour l'ensemble de la République fédérale, comme en témoignent les liens étroits qu'elle a tissés avec les ports de ZARA<sup>1</sup> et deux aéroports internationaux. Le principal pays d'origine des importations de Rhénanie-du-Nord-Westphalie est les Pays-Bas, suivi de la Chine, de la France et de la Belgique.

En raison de sa forte population et de sa situation centrale en Europe, la Rhénanie-du-Nord-Westphalie est le centre névralgique des investissements directs étrangers (IDE) en Allemagne. Selon la Banque fédérale allemande, les IDE représentent 29,5 % de l'investissement direct total en Allemagne, ce qui lui confère une avance significative parmi les Länder, devant la Hesse et la Bavière. Plus de 19 000 entreprises étrangères coordonnent leurs activités allemandes et européennes à partir de la région. Le Royaume-Uni, les États-Unis, les Pays-Bas, le Japon, la France et la Chine comptent parmi les pays investisseurs les plus importants de Rhénanie-du-Nord-Westphalie.

Les entreprises étrangères, en particulier, apprécient le court trajet que la région offre aux clients potentiels: quelque 160 millions de citoyens, soit près d'un tiers de tous les consommateurs de l'UE, vivent dans un rayon de 500 km autour de la capitale régionale, Düsseldorf.

1) Ports de Zeebruges, d'Amsterdam, de Rotterdam et d'Anvers.

En outre, la Rhénanie-du-Nord-Westphalie possède l'un des espaces de recherche les plus denses d'Europe. Elle abrite six des dix plus grandes universités allemandes et plus de 70 établissements d'enseignement supérieur.

## De bons voisins

La région métropolitaine de la Rhénanie et la métropole de la Ruhr sont de loin les zones métropolitaines les plus peuplées d'Allemagne, avec une population totale d'environ 11 millions d'habitants. Les villes de la région métropolitaine sont étroitement interconnectées dans une structure régionale polycentrique. Cette interconnexion, ainsi que leur proximité, nécessite une étroite collaboration au-delà des frontières administratives.

Des considérations similaires s'appliquent aux régions limitrophes avec la Belgique et les Pays-Bas, où la coopération et les relations de bon voisinage s'étendent au-delà des frontières de la région.

Bien que la Rhénanie-du-Nord-Westphalie soit économiquement plus forte que la moyenne européenne, des goulets d'étranglement et des lacunes subsistent dans des domaines clés. Surmonter ces obstacles offrira des possibilités de développement intelligent, durable et inclusif au cours de la période de financement actuelle de l'UE. Malgré la forte densité des établissements d'enseignement supérieur, il ressort d'une comparaison avec le reste du pays que les entreprises de la région sont à la traîne dans les activités de recherche et d'investissement. En outre, les activités de recherche en Rhénanie-du-Nord-Westphalie se concentrent encore trop peu sur les grands défis économiques et sociaux, tels que la numérisation et la nouvelle mobilité.

Comparée aux autres Länder, la Rhénanie-du-Nord-Westphalie a encore beaucoup de retard à rattraper en termes d'entreprises innovantes et de start-up à fort potentiel de croissance. Les PME n'exploitent pas suffisamment le potentiel de croissance important, notamment en termes d'internationalisation ou d'efficacité des ressources et de l'énergie, et elles s'estiment confrontées à des obstacles à la croissance (espace commercial, bureaucratie et infrastructures insuffisantes).

## S'adapter au changement

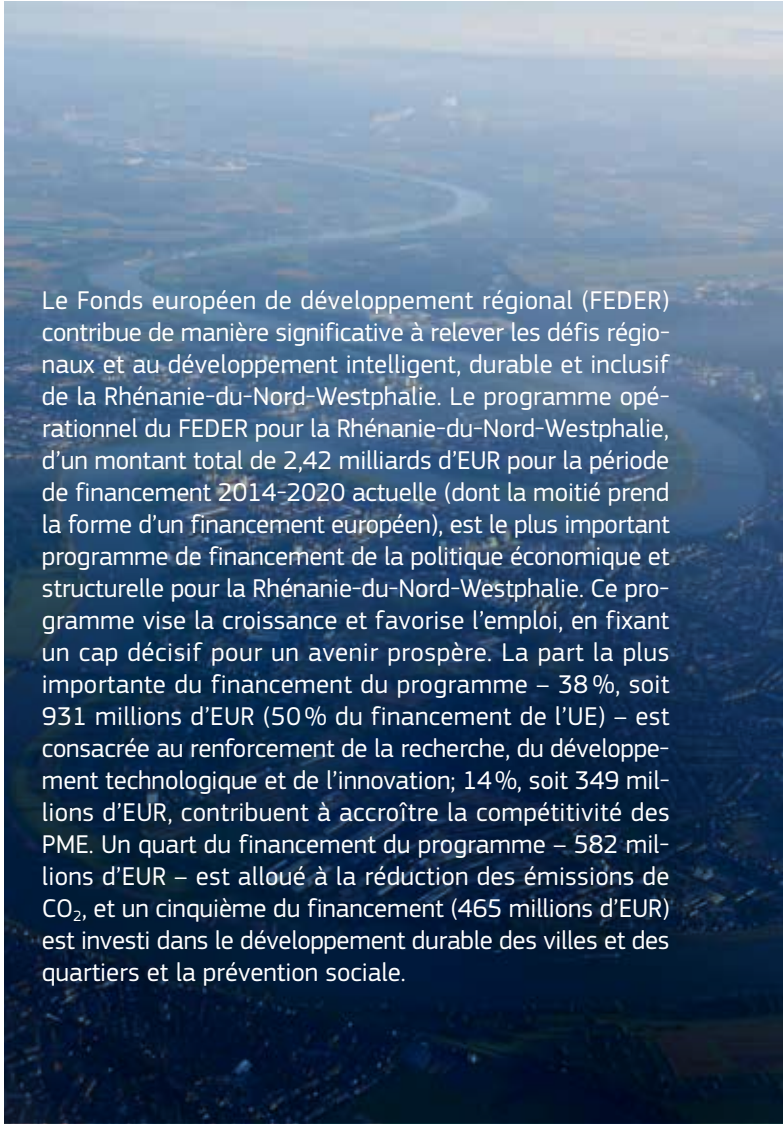
En tant que région énergétique forte, elle est particulièrement touchée par les émissions de gaz à effet de serre. Dans le contexte de la révolution énergétique, les questions des énergies renouvelables et de la stabilité du réseau posent des défis particuliers.

La Rhénanie-du-Nord-Westphalie est également confrontée à de fortes disparités régionales et sectorielles en raison des profonds changements structurels intervenus au cours des dernières décennies. Le démantèlement et la reconstruction d'infrastructures industrielles, les conséquences de cette mutation, la reconstruction accélérée par la révolution énergétique et les changements démographiques modifient les fondements

économiques et sociaux de nombreuses villes et régions. Les problèmes sociaux dans les grandes villes et les quartiers urbains sont la conséquence de la pauvreté et de l'exclusion. Les disparités exigent l'élaboration de concepts qui contrebalancent ces changements.

Les régions européennes connaissent actuellement un changement structurel qui se caractérise, entre autres, par la numérisation, la révolution énergétique, les tendances démographiques et la mondialisation. La Rhénanie-du-Nord-Westphalie sera fortement touchée par ces changements structurels dans un avenir prévisible.

Du simple fait de sa situation centrale et de sa forte interdépendance internationale, la région est exposée d'une manière particulière aux tendances mondiales et européennes. Ce contexte est porteur de possibilités et de défis. Les succès qui peuvent être obtenus par la Rhénanie-du-Nord-Westphalie à travers ce changement auront un impact sur d'autres régions européennes en raison de l'attitude cosmopolite de la région, de sa puissance économique et de son intégration étroite avec ses voisins. ■



Le Fonds européen de développement régional (FEDER) contribue de manière significative à relever les défis régionaux et au développement intelligent, durable et inclusif de la Rhénanie-du-Nord-Westphalie. Le programme opérationnel du FEDER pour la Rhénanie-du-Nord-Westphalie, d'un montant total de 2,42 milliards d'EUR pour la période de financement 2014-2020 actuelle (dont la moitié prend la forme d'un financement européen), est le plus important programme de financement de la politique économique et structurelle pour la Rhénanie-du-Nord-Westphalie. Ce programme vise la croissance et favorise l'emploi, en fixant un cap décisif pour un avenir prospère. La part la plus importante du financement du programme – 38 %, soit 931 millions d'EUR (50 % du financement de l'UE) – est consacrée au renforcement de la recherche, du développement technologique et de l'innovation; 14 %, soit 349 millions d'EUR, contribuent à accroître la compétitivité des PME. Un quart du financement du programme – 582 millions d'EUR – est alloué à la réduction des émissions de CO<sub>2</sub>, et un cinquième du financement (465 millions d'EUR) est investi dans le développement durable des villes et des quartiers et la prévention sociale.



# L'innovation est un thème clé

Le professeur Andreas Pinkwart, ministre de l'économie, de l'innovation, de la numérisation et de l'énergie du Land de Rhénanie-du-Nord-Westphalie, aborde l'importance de la coopération régionale de l'UE pour l'économie.



*Monsieur le Ministre, l'autorité de gestion du FEDER en Rhénanie-du-Nord-Westphalie est située dans votre ministère. Est-il judicieux et nécessaire d'utiliser des fonds européens tels que le FEDER pour renforcer la cohésion économique et sociale dans une région relativement aisée comme la Rhénanie-du-Nord-Westphalie?*

L'objectif de cohésion de l'Union européenne vise, entre autres, les régions en mutation structurelle. Au cours des dernières décennies, l'économie de la Rhénanie-du-Nord-Westphalie s'est profondément transformée, et pas seulement l'industrie minière et sidérurgique. Le FEDER a sensiblement contribué à surmonter les problèmes liés à cette mutation. Nous connaissons actuellement une nouvelle vague de changements structurels sous l'effet de l'accélération de la numérisation. C'est notamment le cas des entreprises de Rhénanie-du-Nord-Westphalie qui cultivent, de longue date, des relations étroites avec l'économie européenne et mondiale. Les Fonds structurels devraient être utilisés de manière pros-

pective et se concentrer sur les défis actuels et futurs.

*La majeure partie du programme FEDER pour la Rhénanie-du-Nord-Westphalie est consacrée à la recherche et à l'innovation afin d'accroître le potentiel de R&I axé sur la mise en œuvre et aider les entreprises à devenir plus innovantes. En quoi le financement européen y contribue-t-il?*

L'innovation est un thème clé. Nous sommes non seulement une région industrielle importante en Europe, mais nous bénéficions également d'une densité exceptionnellement élevée d'établissements d'enseignement supérieur et de recherche. Mes années d'expérience en tant qu'enseignant et directeur dans l'enseignement supérieur m'ont appris une chose très importante: les résultats de la recherche et les grands projets ne doivent pas rester cloisonnés dans les institutions scientifiques mais doivent plutôt être appliqués à l'économie et à la société. Forts des retombées de l'enseignement supérieur, nous sommes déterminés à transmettre les bonnes idées au

champ économique et à en faire des modèles de réussite. Un bon exemple est le fourgon électrique StreetScooter développé à l'Université RWTH d'Aix-la-Chapelle, dont des milliers d'exemplaires sont utilisés par le groupe Deutsche Post DHL.

*Près d'un cinquième des fonds du FEDER est utilisé en Rhénanie-du-Nord-Westphalie pour le développement durable des villes et des quartiers. Pourriez-vous décrire la stratégie de développement de la Rhénanie-du-Nord-Westphalie et comment les projets soutenus par des fonds européens améliorent la vie quotidienne des habitants de la région?*

Malgré ses bonnes performances économiques, la Rhénanie-du-Nord-Westphalie se caractérise par de grandes différences spatiales. Dans les zones densément peuplées, comme l'aire métropolitaine Rhin-Ruhr, ces différences sont évidentes dans les petites zones. Dans le cas de grandes régions, les statistiques masquent souvent la situation des différents quartiers dans

« Fort d'une coopération transfrontalière intensive depuis 25 ans, l'idéal européen devient tangible et réel, et nous encourageons l'expansion de l'Espace économique commun. »

les villes. En effet, de nombreux quartiers ont un besoin urgent d'aide pour pouvoir s'attaquer à leurs problèmes de manière efficace et durable.

Le programme opérationnel du FEDER pour la Rhénanie-du-Nord-Westphalie repose donc sur une approche intégrée qui traite localement les questions économiques, sociales et écologiques combinées. La complexité inhérente à cette approche demande du temps. À l'avenir, il faut que ces mesures territorialement intégrées soient mises en œuvre avec moins de complexité administrative, de sorte que les participants disposent de plus de temps pour effectuer le travail nécessaire. Nous souhaitons, grâce à nos investissements dans l'environnement et la lutte contre le changement climatique, non seulement contribuer aux objectifs mondiaux, mais aussi améliorer la qualité de vie de nos concitoyens.

*La Rhénanie-du-Nord-Westphalie bénéficie-t-elle également de programmes ou d'initiatives de coopération territoriale européenne?*

Les parties prenantes se mettent en réseau sur une base de plus en plus internationale sur le marché intérieur européen et au-delà. La Rhénanie-du-Nord-Westphalie en profite grâce à sa situation géographique attrayante à la frontière avec la Belgique et les Pays-Bas. Par conséquent, la coopération avec nos voisins européens dans le cadre de la coopération territoriale européenne est particulièrement importante pour notre Land. Fort d'une coopération transfrontalière intensive depuis 25 ans, l'idéal européen devient tangible et réel, et nous encourageons l'expansion de l'Espace économique commun.

Notre objectif est clair: le gouvernement du Land souhaite soutenir la recherche et le développement et rendre les petites et moyennes entreprises plus compétitives. Parallèlement, nous voulons que nos concitoyens puissent profiter des avantages de la coopération européenne dans leur vie quotidienne. Ainsi, des projets aident les frontaliers à résoudre leurs problèmes administratifs, à apprendre la langue de leurs voisins et à s'engager dans la société civile transfrontalière.

*Quels sont vos souhaits et vos idées concernant les critères, les thèmes et les approches de financement de la politique de cohésion après 2020?*

Nous examinons en détail les propositions relatives aux futurs cadres financiers pluriannuels de l'UE et à la politique de cohésion, et nous jouons un rôle actif dans les discussions. Récemment, le Bundesrat allemand a pris position sur les documents de réflexion, notamment sur l'avenir des fonds structurels. La Rhénanie-du-Nord-Westphalie y a participé activement, car il importe de simplifier les processus afin que les fonds parviennent aux bénéficiaires rapidement et sans complications. La complexité des processus d'approbation et de vérification empêche les régions d'atteindre une dimension durable.

Pour rendre possible une politique régionale efficace, il faut un financement adéquat pour toutes les régions. La moitié de nos programmes sont actuellement financés par des fonds de l'UE et l'autre moitié par des fonds du Land et des partenaires de projet – une réduction supplémentaire de la part européenne remettrait en question leur mise en œuvre. ■

Ministerium für Wirtschaft, Innovation,  
Digitalisierung und Energie  
des Landes Nordrhein-Westfalen



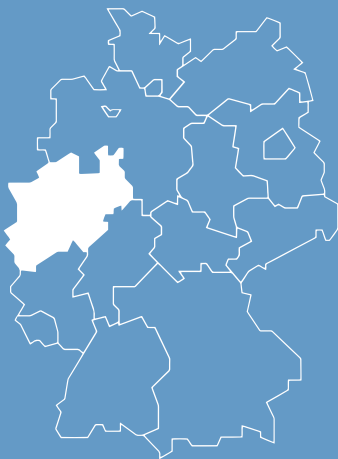
# Rhénanie-du-Nord-Westphalie

**POPULATION:** La Rhénanie-du-Nord-Westphalie est bordée par la Basse-Saxe au nord et au nord-est, la Hesse au sud-est, la Rhénanie-Palatinat au sud et la Belgique et les Pays-Bas à l'ouest. Sur ses 17,9 millions d'habitants (2016), un peu moins de 2 millions sont des ressortissants étrangers. La conurbation Rhin-Ruhr, qui compte environ 10 millions d'habitants, est l'une des 30 plus grandes agglomérations du monde.

**ÉCONOMIE:** Le PIB de la région, qui s'élève à 647 067 millions d'EUR (2015), soit 36 500 EUR par habitant, représente 126 % de la moyenne de l'UE (2015). En 2015, les dépenses de R&D représentaient 1,96 % du PIB. La Rhénanie-du-Nord-Westphalie est une région industrielle importante et la première région d'Europe pour l'énergie, produisant environ un tiers de l'électricité allemande. Vingt-cinq des 50 plus grandes entreprises allemandes ont leur siège social en Rhénanie-du-Nord-Westphalie. C'est aussi le centre commercial le plus important d'Europe, qui accueille le siège de nombreuses grandes entreprises de commerce de détail allemandes.

**MARCHÉ DU TRAVAIL:** Le marché de l'emploi varie considérablement dans la région, certaines villes étant structurellement faibles, en particulier celles de la Ruhr, tandis que l'axe Düsseldorf-Cologne-Bonn constitue la région dynamique de la Rhénanie. En février 2017, le taux de chômage en Rhénanie-du-Nord-Westphalie était de 7,7 %, alors que le taux national était de 6,3 %. Les principales sources d'emploi sont les suivantes: industrie manufacturière (métaux et matériel électrique); commerce de gros et de détail; entretien et réparation de véhicules automobiles; maisons de repos et travail social.

**SECTEURS CLÉS:** La région centrale Rhin-Ruhr est la région industrielle, minière et énergétique la plus importante du pays. Des gisements de charbon bitumineux sont exploités le long de la Ruhr et autour d'Aix-la-Chapelle, et le lignite est exploité à l'ouest de Cologne, bien que de nombreuses mines de charbon aient été fermées. Des oléoducs relient les raffineries de pétrole de la Ruhr et du Rhin aux ports de la mer du Nord. La production d'acier brut de la région représente la majeure partie de la production



allemande, et les rives de la Ruhr accueillent également la production de produits chimiques, de textiles, de verre, de machinerie lourde, d'équipement électrique, d'instruments de précision et de bière. Les industries sidérurgiques et métallurgiques ainsi que les textiles jouent un rôle majeur dans la partie sud de la région Rhin-Ruhr. Suite aux changements de sa structure économique et de son image, la région est aujourd'hui l'un des centres de haute technologie les plus importants d'Allemagne.

Une grande partie de la région en dehors de la Ruhr est consacrée aux exploitations agricoles commerciales, aux jardins et aux vergers. Le blé et la betterave sucrière sont cultivés dans les plaines du sud, les fruits et légumes dans le Nord, et le Münsterland et le Bas-Rhin sont spécialisés dans l'élevage bovin et porcin.

**SPÉCIALISATION INTELLIGENTE:** Depuis sa refonte, la politique industrielle de la région se concentre aujourd'hui sur huit marchés phares sur lesquels elle dispose d'atouts grâce à une spécialisation intelligente: nouveaux matériaux, machinerie et ingénierie industrielle/technologie de production, santé, technologies de l'information et de la communication, mobilité et logistique, énergie et environnement, sciences de la vie, médias et industries créatives. La Rhénanie-du-Nord-Westphalie élabore également une stratégie de transfert de technologie, en particulier pour les PME, les universités et les organismes de recherche, en reliant les marchés phares par le biais d'une approche axée sur la recherche.

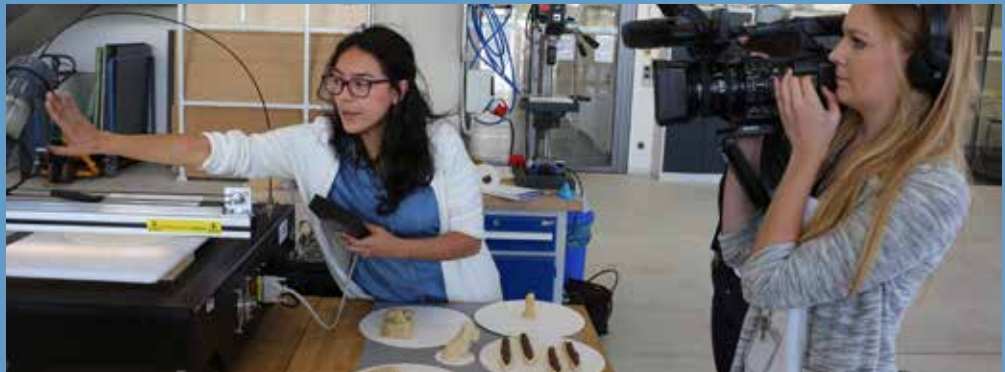




## CENTRE DE COMPÉTENCES 3D DU BAS-RHIN: LES TECHNOLOGIES ADDITIVES DANS L'INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE.

L'impression 3D présente un grand potentiel pour les entreprises du middle market, couvrant toutes les activités, du prototypage à la production des produits finis. De nouveaux produits peuvent être développés et fabriqués plus rapidement. Afin d'intégrer le thème de l'impression 3D dans leurs études et l'ancrer dans la région, trois universités de Rhénanie-du-Nord-Westphalie, à savoir les universités de Rhein-Waal, de Ruhr West et de RWTH Aachen ont adapté le concept FabLab.

FabLab est un atelier de haute technologie qui utilise individuellement et collectivement la fabrication personnelle et encourage sa diffusion. Le lien entre les processus d'innovation ouverte et les technologies de fabrication personnelle fait partie d'une vision à long terme caractérisée par le développement et la fabrication de produits individuels et décentralisés.



production des FabLabs. Sa mission principale est d'assurer l'intégration à long terme des compétences de fabrication numérique dans les différentes filières d'études. Une autre priorité est la création de la FAB Academy, le programme international de formation du MIT basé sur la fabrication numérique.

De plus, les employés du centre de compétences 3D nouent des contacts avec des entreprises qui utilisent ou s'intéressent aux technologies 3D pour développer du matériel pédagogique à l'intention de l'industrie et du commerce. Ils sont également en contact avec les enseignants et les écoles pour élaborer du matériel pédagogique et organiser des ateliers.

Le Centre de compétence et de formation 3D du Bas-Rhin réunit les principaux moteurs de l'innovation du milieu scientifique, des entreprises établies et des start-up, ce qui leur permet d'utiliser des applications dans la fabrication additive au profit de l'économie et de la société.

### FINANCEMENT

Investissement total de  
3 714 287 EUR,  
dont:  
1 857 143 EUR de financement du  
FEDER  
1 857 143 EUR de financement  
régional de la RNW

### PARTENAIRES DU PROJET

Hochschule Rhein-Waal  
Hochschule Ruhr West  
RHTWH Aachen

En tant que partenaires du projet, les trois universités construisent un centre de compétences 3D et de formation continue dans le Bas-Rhin afin de servir de plaque tournante pour les initiatives existantes et d'utiliser les possibilités de

## EHRENFELD DESIGN QUARTER: LA BASE DES PROCESSUS DE DÉVELOPPEMENT URBAIN

Le label «Made in Cologne-Ehrenfeld» est en bonne voie d'être diffusé à l'échelle nationale. Il a pu voir le jour grâce aux idées et à l'engagement du Design Quartier Ehrenfeld (DQE), une initiative visant à faire du site de Cologne-Ehrenfeld un centre de créativité et de conception pour les jeunes. En permettant aux jeunes créateurs de se retrouver dans un même espace pour collaborer, l'initiative a réussi à créer de nouvelles formes de travail et de création de valeur, ainsi que des idées et des produits innovants.

Cologne-Ehrenfeld est un exemple brillant d'un espace dynamique pour les jeunes designers internationaux et

la conception expérimentale. Cette infrastructure à petite échelle, post-industrielle et interculturelle est prédestinée à créer un environnement innovant et expérimental pour les petites entreprises créatives, le design et les technologies innovantes, ainsi que pour le marketing alternatif, la communication et le tourisme. Le plan d'action a été créé dans le but d'adapter l'espace dans les bâtiments existants aux besoins de ceux-ci et d'établir la base conceptuelle d'un quartier fondateur et d'un centre de compétences en matière de design.

### FINANCEMENT

Investissement total de 976 637 EUR,  
dont:  
483 900 EUR de financement du  
FEDER  
290 339 EUR de financement  
régional de la RNW

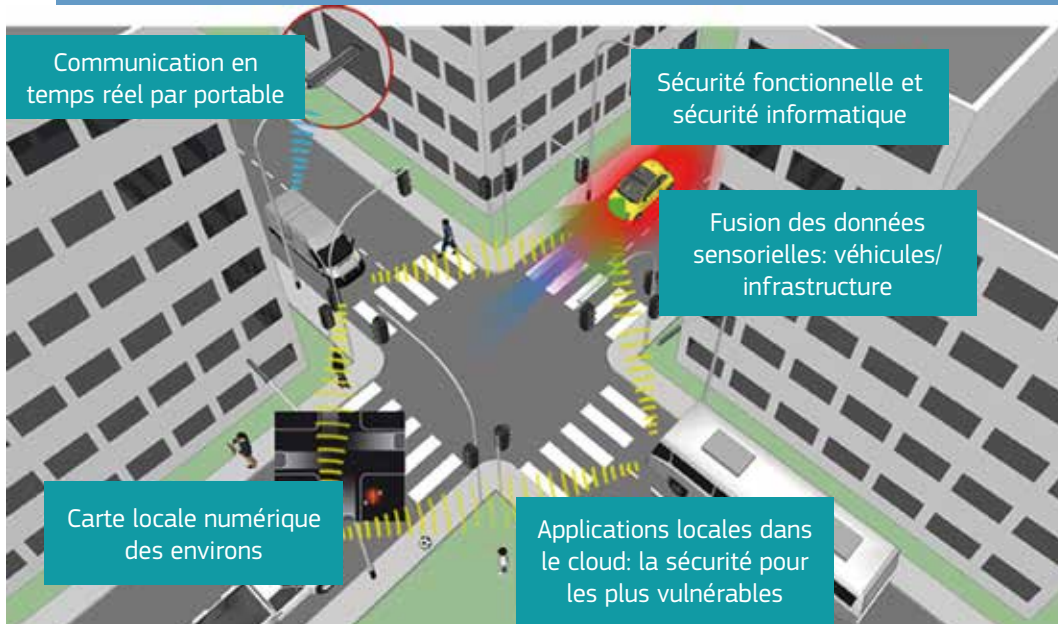
### PARTENAIRES DU PROJET

Design Quartier Ehrenfeld, Cologne  
<http://www.d-q-e.net/>

Le DQE a réussi à encourager des jeunes designers nationaux et internationaux à s'installer dans la région et à fonder une communauté sociale et créative. Dans le cadre de cette initiative, des formations sont également dispensées et des ateliers sur les nouveaux domaines de la conception sont organisés, ainsi que des informations allant des possibilités de financement à l'accès aux prêts et au capital de risque.

En concentrant le travail créatif dans un quartier et en mariant diverses influences, le DQE fait ressortir la véritable signification du label «Made in Cologne-Ehrenfeld»: des produits nouveaux et de qualité, de nouveaux emplois, des chaînes de valeur changeantes et des modèles de travail alternatifs.

## INVERSIV: CONDUITE AUTONOME DANS LES MÉGALOPOLES



La question n'est pas de savoir si, mais plutôt quand la conduite automatisée prendra pleinement racine dans notre société. Les premiers signes sont déjà perceptibles: nous considérons comme normaux les systèmes d'alerte de changement de voie, les assistants de changement de voie, les assistants de freinage et bien d'autres dispositifs. Récemment, les progrès techniques ont posé des jalons importants qui, dans une large mesure, rendent possible une conduite entièrement automatisée.

Si la conduite sur autoroute se déroule la plupart du

temps sans trop de problèmes, la conduite en ville représente un défi de taille pour les systèmes qui ne sont pas encore à la hauteur. La région de Rhénanie-du-Nord-Westphalie, avec ses nombreuses autoroutes et ses grandes villes au trafic dense, en est un excellent exemple. Il y a tout simplement trop de variables et de facteurs dans les mégaloilles auxquels les systèmes doivent s'adapter et qui doivent ensuite être correctement interprétés et mis en œuvre.

En d'autres mots, celui qui parviendra à contrôler le trafic urbain aura la mainmise sur tout le reste. En visant à construire une «infrastructure de transport intelligent pour une conduite en réseau sécurisée dans les mégaloilles», le projet InVerSiv constitue une réponse à ce défi. Pour y parvenir, les chercheurs rassemblent autant de données que possible afin de rendre plus sûre la conduite entièrement automatisée.

Les capteurs des véhicules peuvent être mis en réseau avec l'infrastructure routière, qui est également équipée de capteurs pour la détection de l'environnement. En combinaison avec d'autres informations provenant de centres locaux et mondiaux, une image globale de l'environnement ou des alentours est générée.

Les feux de circulation qui communiquent avec les voitures, les voitures qui communiquent entre elles, les applications locales dans le cloud qui se connectent également au système – tous ces éléments contribuent à faire de la conduite urbaine automatisée une réalité. Les sites d'essai dans des environnements réels indiquent également si les résultats des chercheurs peuvent être transposés dans un contexte réel, mis à la disposition d'autres projets et resteront disponibles à l'issue du projet.

### FINANCEMENT

Investissement total de  
1 720 304 EUR, dont:  
1 320 991 EUR de financement du  
FEDER  
399 313 EUR de financement  
régional de la RNW

### PARTENAIRES DU PROJET

CommAgility Ltd  
adesso AG  
Université technique de Dortmund  
Wilhelm Schröder GmbH  
SGS-TÜV Saar GmbH

## TRANSPONDEUR RFID PAR TEMPÉRATURE EXTRÊME XTC-ID

La plupart des gens peuvent reconnaître un code-barres, qui n'est pas seulement utile aux caisses des magasins mais aussi pour la gestion des stocks dans les entrepôts. De même, les colis envoyés par la poste se voient souvent attribuer un code-barres ou QR. Cependant, ces codes peuvent être endommagés par les intempéries, pendant le transport, etc.

L'application du transpondeur RFID se développe dans le secteur de la logistique, car il n'est pas affecté de la même manière. La technologie conventionnelle convient pour des températures allant jusqu'à 125 °C, mais pas pour des conditions extrêmes ou des effets graves sur l'environnement. Des températures élevées sont souvent atteintes dans les industries de l'emballage et de la

fabrication, en particulier lors de la production de matières plastiques.

Les partenaires du projet XTC-ID, un consortium d'entreprises dirigé par IMST GmbH à Kamp-Lintfort et l'Université de Twente, développent une nouvelle puce RFID dans le cadre d'Interreg.

Celle-ci permettra une identification sûre et reproductible dans des conditions environnementales extrêmes, telles que des plages de températures élevées ou basses. L'objectif du projet est de fournir aux applications et aux marchés une «technologie d'identification des puces adaptée aux températures extrêmes» très robuste et unique qui convient aux scénarios où les systèmes d'identification conventionnels sont de piètre ou d'aucune utilité.



### FINANCEMENT

Investissement total de  
3 569 579 EUR

dont:

1 784 789 EUR de financement du  
FEDER

266 925 EUR de cofinancement de  
la RNW

### PROGRAMME

Programme de coopération Interreg  
Allemagne-Pays-Bas

## SMART SERVICE POWER: VIEILLIR SANS SACRIFIER SON AUTONOMIE

Les gens vieillissent et ne sont plus aussi en forme qu'ils l'étaient dans leur jeunesse. À l'heure actuelle, il y a beaucoup trop peu de soignants pour répondre de manière adéquate aux besoins de toutes les personnes âgées et nécessiteuses, et le coût de l'aide sociale et des services publics monte en flèche. Les développeurs du projet Smart Service Power exploitent la numérisation progressive en connectant des systèmes intelligents pour favoriser des conditions de vie adaptées à l'âge et soutenues par la technologie pour permettre aux aînés de conserver leur autonomie le plus longtemps possible.

L'équipe du projet et les partenaires utilisent des dispositifs intelligents et interconnectés pour rassembler et combiner de nombreuses technologies dont l'application doit souvent être simplifiée ou qui nécessitent des interfaces communes. Les applications les plus importantes sont utilisées pour donner l'alerte en cas de chute, mesurer l'équilibre hydrique et la prise de médicaments, et pour surveiller les paramètres vitaux. Ces services sont réalisés grâce à des systèmes de capteurs spéciaux fournis par la recherche appliquée actuelle. Il s'agit, par exemple, de capteurs de chute intelligents intégrés à l'éclairage

du plafond, de tensiomètres qui envoient les résultats à une base de données et de systèmes d'urgence qui surveillent la santé et déclenchent l'alarme en cas de problème.

En rassemblant tous ces systèmes, les développeurs de Smart Service Power peuvent reconnaître les processus, les connexions et les changements et y réagir activement, ou éliminer directement certaines situations difficiles ou dangereuses. Des programmes intelligents identifient les situations d'urgence au domicile et déterminent les besoins des personnes qui vivent seules. Les chercheurs étudient également comment rendre ces systèmes économiques afin d'élaborer des propositions appropriées pour des modèles d'affaires.

### FINANCEMENT

Investissement total de  
1 384 386 EUR, dont:  
692 193 EUR de financement du  
FEDER  
276 877 EUR de financement  
régional de la RNW

### PARTENAIRES DU PROJET

VIVAI Software AG (chef de file du  
consortium)  
Université des sciences appliquées  
de Dortmund  
DOGEWO 21  
Fraunhofer-InHaus-Center  
Hüberthal Nursing Service  
Dortmund InHaus GmbH



## LA PAROLE EST À VOUS

**PANORAMA**  
vous invite à  
envoyer vos  
commentaires!

La parole est à vous est la section de *Panorama* où les parties intéressées aux échelons local, régional, national et européen présentent leurs réalisations pour la période 2014-2020 et donnent leur avis sur les discussions décisives actuelles sur la politique de cohésion de l'après-2020.

*Panorama* vous invite à envoyer vos commentaires dans votre langue. Ils figureront peut-être dans un prochain numéro. Contactez-nous à: [region-panorama@ec.europa.eu](mailto:region-panorama@ec.europa.eu) pour obtenir plus d'informations sur les délais et les instructions.

# Politique de cohésion de l'UE après 2020: soutien en faveur des exigences nouvelles et traditionnelles

Dans le Land de Brandebourg, la politique de cohésion de l'UE a nettement contribué au succès du processus de transformation depuis la réunification allemande en 1991 ainsi qu'au renforcement de la compétitivité et de l'emploi dans la région. Grâce à ce soutien, le Land de Brandebourg est inclus depuis 2014 dans la catégorie de financement en faveur des régions en transition.

Malgré cette avancée positive, la région nécessitera encore du soutien de l'Union, même après 2020, pour consolider les progrès enregistrés à ce jour et en favoriser de nouveaux. L'objectif visant à parvenir à une structure économique autonome n'a pas été atteint et plusieurs lacunes en matière de développement, comme le faible niveau de la recherche et de l'innovation dans le secteur privé et le manque d'intégration dans les cycles économiques internationaux, ne seront pas complètement résorbés d'ici 2020.

Pour les régions de l'est de l'Allemagne comme le Land de Brandebourg, il est



Katrin Müller-Wartig,  
Chef d'unité, Politiques économiques et  
financières de l'UE, coordination des  
fonds européens  
Ministre de la justice, des affaires  
européennes et de la protection des  
consommateurs,  
Brandebourg, Allemagne

également nécessaire d'atténuer les conséquences négatives liées à sa situation, coincé entre les régions très développées de l'ouest de l'Allemagne et les régions de l'Europe centrale et orientale voisine qui reçoivent les financements européens les plus élevés.

Le land de Brandebourg demande dès lors que la politique de cohésion soit

« Grâce aux projets de la politique de cohésion, l'Union est devenue une entité visible et concrète pour les populations locales. Il s'agit là de votre valeur ajoutée européenne spécifique. »

poursuivie pour toutes les régions européennes après 2020. En tant que politique d'investissement la plus importante de l'Union, elle devrait garder son rôle de premier plan dans le cadre financier pluriannuel. La politique de cohésion permet d'atteindre les objectifs de l'UE et de concrétiser les priorités dans les régions européennes. En outre, grâce aux projets de la politique de cohésion, l'Union est devenue une entité visible et concrète pour les populations locales. Il s'agit là de votre valeur ajoutée européenne spécifique.

Tandis que la politique de cohésion devrait encore et toujours être axée sur les régions les moins développées, le Land de Brandebourg estime qu'il est nécessaire d'augmenter le montant des fonds disponibles au titre de cette politique pour les régions en transition et les régions plus développées. Ces régions contribuent plus que la moyenne à la force économique et à la réalisation des objectifs à l'échelle de l'Union européenne. Les régions relevant actuellement de la catégorie des régions en transition doivent être soutenues par l'intermédiaire d'investissements ciblés efficaces en faveur des régions les moins développées.

Le Land de Brandebourg estime que l'introduction d'un financement distinct pour promouvoir des réformes structurelles nationales aux dépens de la politique de cohésion ou d'une politique de cohésion axée sur des réformes structurelles de l'administration publique est fortement dommageable. Les réformes structurelles ne peuvent être durables que si elles sont soutenues au niveau local par des mesures structurelles ciblées, comme la promotion de l'innovation, des aides en faveur des PME ou une présence accrue de spécialistes qualifiés. Il serait contreproductif d'augmenter les ressources en faveur des réformes structurelles nationales aux

dépens de ces mesures de la politique de cohésion au niveau régional.

Le futur cadre financier pluriannuel doit, malgré les difficultés initiales dues au Brexit, relever les nombreux nouveaux défis auxquels l'Union européenne est confrontée. Le Land de Brandebourg demande dès lors que le financement de l'UE soit renforcé afin d'éviter que les nouvelles priorités européennes essentielles, dans des domaines comme la politique énergétique et climatique, la migration et la sécurité, ne soient pas mises en concurrence, par la force des choses, avec les compétences traditionnelles de la politique de cohésion de l'UE. ■

## Un financement adéquat est crucial pour la cohésion de l'Europe

La politique de cohésion, principale politique d'investissement de l'UE, joue un rôle clé dans la mise en œuvre de ses priorités stratégiques en matière de recherche et d'innovation, d'énergie et d'environnement, de compétitivité des systèmes de production et d'inclusion sociale. Si des coupes budgétaires intervenaient au niveau de la politique de cohésion après 2020, c'est la «raison d'être» même de cette politique qui disparaîtrait.

L'UE est confrontée à de nouveaux défis, tels que la défense, l'immigration et la sécurité, qui ont un impact financier significatif sur le nouveau budget qui sera également conditionné par le Brexit.

La Commission européenne a invité les États membres à porter leur contribution

« Je suis très préoccupé par ces éventuelles réductions qui porteront un coup fatal à l'avenir de la politique de cohésion et accentueront les disparités régionales à travers l'Europe. »

au cadre financier pluriannuel de l'UE de 1,03% actuellement à environ 1,15% de leur PIB.

Je soutiens pleinement cette demande d'augmentation du budget de l'UE, qui prévoit une planification à plus long terme et la stabilité nécessaire aux investissements.

Toutefois, même si les États membres acceptent d'augmenter leur contribution au budget de l'UE, des réductions de



Enrico Rossi,  
Président de la Toscane  
Vice-président de la Conférence  
des régions périphériques maritimes  
en charge de la politique de cohésion,  
Italie

15%, voire de 30%, restent envisageables pour la période de l'après 2020.

Je suis très préoccupé par ces éventuelles réductions qui porteront un coup fatal à l'avenir de la politique de cohésion et accentueront les disparités régionales à travers l'Europe. Il est indispensable de maintenir un budget ambitieux pour la politique de cohésion pour toutes les régions afin de garantir que l'UE continue à soutenir ses objectifs de cohésion, de solidarité et d'investissement dans toutes les régions de l'UE.

En outre, la cohésion est une condition préalable pour assurer la compétitivité

du marché unique et elle favorise la convergence entre les différents territoires en termes d'objectifs et de politiques de développement territorial, ainsi que le partage des méthodes et pratiques administratives.

La Commission propose également de mettre en place un instrument de réforme structurelle doté d'un budget d'environ 25 milliards d'EUR qui pourrait faire partie de la politique de cohésion à l'avenir, même si elle fournit un soutien budgétaire

direct aux États membres. Cette proposition est très inquiétante, car elle soulève trop de questions quant à la légitimité d'un tel instrument, à son fonctionnement et à sa responsabilité démocratique.

Les négociations entre le Conseil et le Parlement commenceront sérieusement dès que la Commission publiera sa proposition tant attendue sur le prochain budget de l'UE le 2 mai, avec l'espoir qu'un accord soit conclu d'ici mai 2019, avant les élections européennes.

Bien que je sois convaincu qu'il nous faut une politique de cohésion plus efficace, une enveloppe financière adéquate est nécessaire – au moins égale à l'enveloppe actuelle –, assortie de contributions provenant soit de nouvelles formes de ressources propres, soit d'une version profondément révisée des ressources actuelles qui ne sont plus en mesure de répondre aux besoins politiques et institutionnels actuels de l'UE. ■

# La cohésion, cela dit bien ce que cela veut dire



Tamara Espiñeira,  
Secrétaire générale de la Conférence des villes de l'Arc atlantique  
Membre du dialogue structuré avec le groupe d'experts des partenaires des Fonds ESI

**Le débat budgétaire devrait se concentrer sur les politiques essentielles qui ont déjà démontré leur efficacité, plutôt que sur la recherche de solutions miracles. À l'heure actuelle, il nous faut de l'ambition et non du recul, des investissements et non de l'épargne, de la solidarité et non des coupes**

claires. Les discours doivent être cohérents avec les moyens et les ressources; le cadre financier pluriannuel (CFP) doit donc viser au moins 1,3 % du revenu national brut.

En outre, aussi évident que cela puisse paraître, il ne faut pas oublier que la cohésion, cela dit bien ce que cela veut dire. Il est certain qu'une réforme des traités est nécessaire, mais elle ne devrait pas être imposée à travers le CFP. Comme notre président José Maria Costa nous l'a rappelé en février, la cohésion est la traduction pratique de la subsidiarité (article 5 TUE). Et ce principe fondamental n'est pas négociable. Par conséquent, si l'UE doit respecter ses propres valeurs, la cohésion ne peut se limiter à une enveloppe symbolique à l'intérieur d'un budget figuratif. En ces temps où règne une grande incertitude, les piliers de l'UE doivent être préservés.

Afin d'accroître l'efficacité de la politique de cohésion, il est fondamental de poursuivre les efforts en matière de flexibilité, de simplification et de coordination, contribuant ainsi, j'insiste, à une subsidiarité empreinte de sens. De même, il

« Afin d'accroître l'efficacité de la politique de cohésion, il est fondamental de poursuivre les efforts en matière de flexibilité, de simplification et de coordination, contribuant ainsi, j'insiste, à une subsidiarité empreinte de sens. »

convient de consolider le principe de partenariat et de l'inscrire dans la réglementation.

Dans la perspective d'une Europe plus cohérente, la coopération territoriale semble être le meilleur outil. La coopération transfrontalière est fondamentale; mais l'importance de la coopération transnationale ne doit pas être ignorée. Malgré quelques difficultés, les macro-régions ont démontré leur influence



bénéfique sur les territoires. Ces dynamiques doivent donc être maintenues et diffusées (pour l'Arc atlantique).

En outre, la politique de cohésion et le CFP ne doivent pas oublier la structure urbaine de l'UE. Au cours de la prochaine période, l'Agenda urbain européen doit contribuer, avec sa propre allocation, à la construction d'une véritable politique urbaine et ne doit pas se limiter à des instruments

périssables (tels que les partenariats) ou à la communication des bonnes pratiques. Il en va de même pour une politique maritime forte. L'«opportunité de la mer» a été identifiée comme une source majeure de croissance, de sorte qu'après 2020, le CFP devrait saisir l'«opportunité bleue».

Comme note post scriptum, je pourrais ajouter que, l'année dernière, ces mêmes réflexions nous ont incités, en collabora-

tion avec le Réseau ibérique des entités transfrontalières (RIET), Medcities et le Forum des villes adriatiques et ioniennes (FAIC), à créer une plateforme baptisée «Villes pour la coopération». Les réseaux urbains territoriaux travaillent donc actuellement main dans la main pour une Europe plus cohésive. ■

## ACTUALITÉS [EN BREF]

### LA COMMISSION AIDE UN PLUS GRAND NOMBRE DE RÉGIONS INDUSTRIELLES À BÂTIR DES ÉCONOMIES RÉSILIENTES ET COMPÉTITIVES

La Commission a retenu sept régions et États membres de l'UE supplémentaires pour bénéficier d'une assistance sur mesure dans le cadre de l'appel pilote sur la transition industrielle lancé en décembre 2017: La Cantabrie (Espagne), le Centre-Val de Loire (France), la Finlande du Nord-Est, le Grand Est (France) et le Grand Manchester (Royaume-Uni)

ainsi que la Lituanie et la Slovaquie. Ils rejoignent cinq régions déjà sélectionnées en décembre 2017: les Hauts-de-France (FR), le Norra Mellansverige (Suède du Centre-Nord), le Piémont (Italie), la Saxe (Allemagne) et la Wallonie (Belgique).

Les autorités sélectionnées seront en mesure d'élaborer ou de reconcevoir des stratégies de transformation économique régionale sur la base de leurs priorités de spécialisation intelligente. Une assistance sur mesure sera offerte par les services de la Commission, des experts externes et l'Organisation de coopération

et de développement économiques (OCDE) pour aider à préparer les emplois de l'avenir, élargir l'innovation, soutenir la transition vers une économie sobre en carbone, encourager l'esprit d'entreprise et promouvoir une croissance inclusive.

Les stratégies de transformation régionale devraient être prêtes d'ici la fin 2018. ■

### POUR EN SAVOIR PLUS

<https://bit.ly/2vrmKSA>

### PRIX REGIOSTARS 2018: IL EST TEMPS DE PRÉSENTER VOS MEILLEURS PROJETS

Les prix RegioStars recensent les bonnes pratiques en matière de développement régional et mettent en lumière les projets originaux et innovants qui attirent et inspirent d'autres régions. Les catégories pour l'édition 2018 viennent d'être annoncées et sont les suivantes:

- Soutenir une transition industrielle intelligente;
- Parvenir au développement durable grâce à de faibles émissions de carbone;
- Créer un meilleur accès aux services publics;
- Relever les défis migratoires;
- Thème de l'année 2018: Investir dans le patrimoine culturel.



Vous pouvez soumettre votre candidature jusqu'au 15 avril. Veuillez noter que cette année, le chef de projet peut soumettre deux projets par programme, avec l'aval de l'autorité de gestion. ■

### POUR EN SAVOIR PLUS

<https://www.regiostarsawards.eu/login.php?lang=fr>

# Politique de cohésion: 30 années d'investissement dans l'avenir des régions européennes

La politique de cohésion est au cœur de l'unité européenne. Elle découle de l'idée que les politiques visant à intégrer les marchés devraient être complétées par des politiques garantissant que tous les États membres, les régions et les citoyens de l'UE puissent bénéficier de cette intégration.

Les politiques européennes visant à remédier aux déséquilibres économiques et sociaux sont en place depuis le traité de Rome et étaient initialement soutenues par environ 4% du budget de l'UE. Dans le sillage de l'Acte unique européen, la mise en place de la politique de cohésion en 1988, suivie par les élargissements successifs de l'Union, s'est traduite par une augmentation substantielle du financement au fil des années. Elle représente aujourd'hui plus d'un tiers du budget de l'UE.

La politique de cohésion de l'UE repose sur quatre principes:

- › Concentration sur un nombre limité d'objectifs, l'accent étant mis sur les régions les moins développées;
- › Programmation pluriannuelle basée sur l'analyse, la planification stratégique et l'évaluation;
- › Additionnalité garantissant que les États membres ne remplacent pas les dépenses nationales par des dépenses de l'UE;
- › Partenariat dans l'élaboration et la mise en œuvre de programmes associant des acteurs nationaux, infranationaux et européens.

La politique de cohésion est passée d'une politique visant à compenser les handicaps des régions à une politique visant à améliorer la croissance, la compétitivité et la création d'emplois. Elle appuie les stratégies de développement qui couvrent un large éventail de facteurs affectant les résultats sociaux, économiques et environnementaux régionaux. Elle est désormais liée de façon plus directe à d'autres politiques de l'UE, notamment la gouvernance macroéconomique.



## COHESION30

« À mon sens, la politique régionale est avant tout un instrument de développement qui a la valeur ajoutée d'une redistribution. »



Jacques Delors

Ancien président de la Commission européenne\*

\* Entretien publié dans Panorama 43, automne 2012

## 30 projets

De la page 25 à la page 39, vous découvrirez 30 projets exemplaires pour célébrer les 30 ans de la politique de cohésion. Ces projets illustrent comment les Fonds structurels et de cohésion de l'UE améliorent dans la pratique la qualité de vie des citoyens. Pour chacun des 28 États membres, un projet est mis en vedette, auquel s'ajoutent deux exemples illustrant la coopération transfrontalière, qui a toujours été un élément important de la politique de cohésion.

## 30 ans de cartes et de statistiques

Les pages 40 à 49 présentent un aperçu de l'évolution de la politique de cohésion de l'UE au cours des cinq périodes de programmation successives ces 30 dernières années. Pour chaque période, vous verrez sur quoi l'UE a concentré ses efforts et l'impact positif que ces derniers ont eu sur l'emploi et la croissance.



## Incubateur à la fine pointe de la technologie pour les entreprises de biotechnologie

Le bio-incubateur de Louvain offre un espace de bureau et de laboratoire multifonctionnel aux entreprises biomédicales des sciences de la vie à fort potentiel de croissance. Les trois bâtiments à la fine pointe de la technologie sont dotés de modules personnalisables et suffisamment flexibles pour s'adapter aux besoins des entreprises au fur et à mesure de leur croissance. Les installations bénéficient d'un soutien général, technique et logistique, qui crée un environnement dynamique et stimulant dans lequel les entreprises de biotechnologie peuvent développer leurs idées et leurs technologies. Bio-Incubator Leuven est situé dans un parc scientifique à proximité de l'Université et des écoles supérieures de Louvain qui constituent un terreau fertile pour l'innovation et l'esprit d'entreprise. Le projet accueille 15 entreprises de recherche de pointe qui emploient environ 300 chercheurs hautement qualifiés.

<https://www.bio-incubator.be/>



## Avantages de la modernisation du système d'approvisionnement en eau

Environ 63 000 personnes bénéficieront des améliorations apportées au système d'approvisionnement en eau dans la région de Gabrovo, dans le centre de la Bulgarie. Les travaux comprennent la reconstruction de l'usine de traitement de l'eau potable, la construction d'une nouvelle station de pompage et la rénovation de quatre autres, ainsi que la modernisation de 76 km du système d'approvisionnement en eau. Certains tronçons du réseau d'assainissement seront réhabilités et étendus, et la station d'épuration des eaux usées sera reconstruite, l'objectif étant d'améliorer la qualité de l'eau, de relever les normes d'hygiène et de réduire l'impact sur l'environnement. Des services d'approvisionnement en eau fiables et conformes renforceront l'attrait de la région aux yeux des investisseurs, et 400 emplois seront créés au cours de la phase de mise en œuvre.

<https://bit.ly/2JTzFzP>







## Centre national d'excellence pour le supercalculateur

Le centre d'excellence IT4Innovations est le premier centre de ce type en République tchèque. La nouvelle infrastructure est équipée des toutes dernières technologies de l'information, y compris des appareils performants pour les simulations, la modélisation et les calculs. De tels outils peuvent être utilisés pour simuler le changement climatique, gérer le trafic et même aider à prévenir les catastrophes naturelles. D'autres domaines importants pour la recherche et le développement au centre comprennent le perfectionnement des nanotechnologies, la technologie de reconnaissance vocale, et la création de nouveaux algorithmes pour la conception de produits industriels. Le centre, qui a ouvert ses portes en 2014, figure parmi les cent centres de supercalculateurs les plus puissants au monde.

<http://www.it4i.cz>



## Admirer une merveille de la nature

Le GeoCenter Møns Klint est un musée des sciences géologiques et naturelles situé sur l'île de Møn dans le sud-est du Danemark. Les expositions qu'il abrite retracent l'histoire géologique du Danemark depuis ses origines, il y a environ 70 millions d'années. Le bâtiment contemporain est situé à proximité des falaises de craie blanche de Møn, l'une des merveilles naturelles et attractions touristiques les plus spectaculaires du pays. Sur les 250 000 touristes qui viennent admirer les falaises chaque année, 75 000 d'entre eux prennent plaisir à visiter les expositions interactives dans ce centre unique en son genre, qui est devenu, à juste titre, un site incontournable. Les cabines d'exposition, en forme de cavernes et agencées comme les vertèbres de la colonne vertébrale d'un dinosaure, font la joie des enfants.

<http://www.moensklint.dk/>







## La «colline d'énergie» renouvelable de Hambourg atteint de nouveaux sommets

Une ancienne décharge est devenue un nouveau site emblématique de Hambourg. D'importants travaux techniques ont été entrepris pour sécuriser et dépolluer le site et protéger la nappe phréatique. Une éolienne à haut rendement et des panneaux solaires alimentent aujourd'hui 4000 foyers en électricité. Les visiteurs peuvent profiter de la promenade paysagère sur la plateforme circulaire en bois aménagée au sommet de la colline de 40 mètres et admirer le panorama de la ville depuis un écrin de verdure naturel. Le centre d'information permet aux visiteurs de découvrir l'histoire du site et en apprendre davantage sur les énergies renouvelables et la gestion des déchets. Terminé en 2013, le projet a été réalisé d'après le concept lauréat d'un concours lors d'une exposition internationale du bâtiment.

<http://bit.ly/2IDPwSC>



## Trouver une réponse rapide

En 2015, l'Estonie a fusionné son numéro d'appel d'urgence national pour la police avec le numéro d'urgence européen unique 112, déjà utilisé pour les services d'ambulance et d'incendie. Le projet a développé des solutions techniques qui ont permis aux différents prestataires de services d'urgence de traiter et de répondre aux appels plus rapidement et plus efficacement.

En 2017, 94% des utilisateurs étaient satisfaits du service d'appel d'urgence, qui permet aux citoyens de se sentir plus en sécurité sachant que l'aide d'urgence est rapidement dépêchée depuis la centrale.

<http://bit.ly/2FP9ZWM>





## L'Irlande tend la main aux immigrants

Le programme *Employment of People from Immigrant Communities* (Emploi des personnes issues de communautés immigrantes) s'associe aux entreprises et au gouvernement pour aider les immigrants à trouver un emploi et s'instruire. Il aide les migrants défavorisés et vulnérables à perfectionner leurs compétences et à trouver un emploi ou suivre une formation, et propose notamment des placements professionnels et un système de mentorat. Plus de 2950 personnes originaires de 101 pays ont bénéficié du programme depuis son lancement en 2008. Il a été reconnu comme une initiative de bonnes pratiques et a été récompensé par la National Adult Learning Organisation en Irlande. En outre, il est soutenu par le Fonds social européen.

<http://bit.ly/2FX5CET>



## La sécurité d'abord sur la route entre Athènes et Thessalonique

Trois nouveaux tunnels ont transformé ce qui était la partie la plus dangereuse de l'autoroute Thessalonique - Athènes. La construction comprenait 25 km d'autoroute, 11 km de tunnels et le plus grand tunnel routier du sud-est de l'Europe. Les tunnels de Tempi ont réduit de moitié le temps de trajet sur les nouveaux tronçons et réduit le trajet d'Athènes à Thessalonique à un peu plus de quatre heures. La sécurité routière s'est considérablement améliorée avec une réduction

des accidents allant jusqu'à 70%. La vallée de Tempi a également bénéficié des mesures de protection de l'environnement mises en place dans le cadre du projet.

Le projet fait partie des cinq concessions autoroutières qui ont permis de construire et de moderniser environ 1400 km de routes en Grèce, dotant ainsi le pays d'un réseau autoroutier moderne qui fait partie de l'infrastructure de transport essentielle du pays.

<http://www.aegeanmotorway.gr>







## Mise en commun des compétences au profit du génie maritime

Un nouveau bâtiment abritant l'Institut d'hydraulique environnementale de Santander a fourni suffisamment d'espace pour installer un bassin intérieur simulateur de vagues, de courants et de vents. Le bassin, baptisé Bassin côtier et océanique de Cantabrie (CCOB), permet d'effectuer des tests à grande échelle. L'installation d'essais est unique au monde et stimule la recherche en ingénierie côtière et maritime, qui revêt une importance stratégique pour le développement de l'industrie espagnole des énergies renouvelables. Le projet a créé 135 nouveaux emplois, dont 49 permanents.

<http://www.ihcantabria.com/es>



## Nouvelle forme d'écotourisme au Mont Saint-Michel en Normandie

Plus de trois millions de touristes se rendent chaque année sur l'îlot rocheux du Mont Saint-Michel pour visiter son abbaye mythique et ses fortifications. Depuis l'an 2000, d'importants chantiers ont contribué à l'amélioration du site. Le caractère maritime et le patrimoine architectural du Mont ont été restaurés grâce à des barrages qui permettent aux courants de marée et de rivière de reprendre leur mouvement naturel autour du mont. Un nouveau pont-passerelle et un centre touristique ont remplacé l'ancienne digue-route et l'ancien parking, mettant fin à la pollution générée par le trafic. La flore, la faune et la qualité de l'eau de la baie font l'objet d'un suivi régulier afin de s'assurer que les effets bénéfiques sur la biodiversité de la baie sont maintenus.

<http://bit.ly/2pr02lp>





## Préparer l'aéroport de Dubrovnik à l'essor touristique de demain

L'aéroport de Dubrovnik en Croatie fait peau neuve avec son nouveau terminal. Le nouvel aéroport sera plus grand et mieux équipé pour faire face à l'augmentation prévue du nombre de passagers à destination et en provenance de la région – une destination touristique très prisée. L'efficacité globale de l'aéroport sera améliorée grâce à de meilleures normes techniques, opérationnelles et de sécurité, y compris celles requises pour l'adhésion future à l'espace Schengen. Une série de mesures environnementales et d'efficacité énergétique garantiront que l'aéroport – qui fait partie du réseau transeuropéen de transport – satisfait aux normes relatives, entre autres, à la protection contre le bruit et la gestion des déchets. Le nombre d'employés de l'aéroport devrait passer de 447 à 676 d'ici 2020.

<http://airport-dubrovnik.hr/index.php/hr/>



## Préserver Pompéi pour les générations de demain



Les ruines de l'ancienne Pompéi, site classé au patrimoine mondial de l'UNESCO, représentent l'une des expériences archéologiques les plus fascinantes au monde. Au total, 105 millions d'EUR, dont 78 proviennent de fonds européens, ont été investis dans sa préservation et dans sa restauration dans le cadre du Grande Progetto Pompei. Ce projet a pour objectif la préservation artistique et la consolidation structurelle du site archéologique. Les travaux visent à réduire les risques liés aux nappes d'eau souterraines, à stabiliser les bâtiments et à les protéger contre les éléments, ainsi qu'à consolider et à restaurer les murs et les surfaces décorées. La première phase, achevée en 2015, a permis l'ouverture au public de 12 500 m<sup>2</sup> de nouveaux espaces d'exposition ainsi que l'accès aux visiteurs à mobilité réduite à de nombreux bâtiments. Le nombre de visiteurs a augmenté de 38 %, passant de 2,47 millions en 2013 à 3,41 millions en 2017. Les travaux devraient être achevés d'ici la fin de 2018.

[www.pompeisites.org](http://www.pompeisites.org)





## Favoriser l'inclusion dans l'environnement scolaire

À Chypre, le projet d'actions d'inclusion scolaire et sociale vise à atténuer l'impact de la crise économique sur l'éducation tout en prévenant l'exclusion sociale des élèves à risque. La devise du projet – « nous agissons, nous accueillons, nous soutenons, nous incluons » – est étroitement liée à une panoplie de mesures de soutien mises en œuvre dans 96 écoles à tous les niveaux d'apprentissage. Ces actions comprennent des programmes visant à renforcer l'apprentissage et la créativité des élèves et de leurs familles; un soutien socio-émotionnel dans les centres d'information et de soutien psychosocial; et la mise à disposition d'outils pédagogiques dans les écoles. L'objectif du projet – qui est déjà presque atteint – est de venir en aide à 15% de la population estudiantine du pays d'ici 2020.

<http://www.studyprus.eu/drase>



## La salle de concert contemporaine occupe le devant de la scène

La salle de concert «le Grand Ambre» de Liepāja a été inaugurée fin 2015. Le bâtiment circulaire contemporain possède une façade transparente de couleur ambre – l'ambre est une pierre importante en Lettonie. Cette salle multifonctionnelle est dotée d'une acoustique exceptionnelle. En plus d'être un centre culturel et événementiel régional, la Grand Ambre accueille l'orchestre symphonique local et l'école de musique. Au total, 57 personnes travaillent à la salle de concert, ce qui a également entraîné un afflux de nouveaux clients pour dynamiser les entreprises locales. Le bâtiment a remporté de nombreux prix internationaux et nationaux.

<http://lielaisdzintars.lv>







## Vilnius et son nouveau centre de diagnostic pour les patients atteints du cancer



Le cancer est l'une des principales causes de mortalité en Lituanie, en raison de facteurs tels qu'un diagnostic et un traitement tardifs ou incorrects. Dans le cadre de son programme 2007-2013 visant à réduire la morbidité et la mortalité dues aux maladies non infectieuses, la Lituanie a investi des fonds de l'UE dans l'amélioration des infrastructures et de la qualité des services des établissements d'oncologie. Un nouveau centre de tomographie par émission de positrons a été construit à l'hôpital universitaire Santaros klinikos de Vilnius. La combinaison de cette technologie d'imagerie fonctionnelle avancée avec l'imagerie informatique a permis d'améliorer le diagnostic précoce du cancer, et il est à présent plus facile et plus rapide de déterminer l'efficacité du traitement, ce qui contribue à réduire les effets secondaires chez les patients.

<http://bit.ly/2HN5Uz1>



## L'école de codage, un tremplin pour l'emploi

Le Luxembourg connaît une forte croissance économique, mais fait face à une pénurie de talents dans le domaine des technologies de l'information. Une entreprise locale qui dispense des cours de codage et de développement de logiciels a saisi l'occasion de former des demandeurs d'emploi, en partenariat avec l'agence nationale pour l'emploi. Fin 2017, le projet avait formé 83 étudiants, et 80 % d'entre eux ont décroché un emploi dans le développement informatique dans les six mois. Un certain nombre de facteurs ont contribué à ce succès, notamment un fort engagement de la part d'employeurs potentiels. Les diplômés se sont réjouis de la façon dont le programme leur a redonné confiance en leurs capacités et leurs perspectives de travail dans un domaine en évolution rapide.

[www.numericall.com](http://www.numericall.com)







## Rénovation d'un quartier de Budapest



**M**agdolna était autrefois l'un des quartiers les plus négligés de l'arrondissement Józsefváros de Budapest, caractérisé par des bâtiments délabrés, une population socialement défavorisée et un taux de chômage élevé. En 2005, une stratégie intégrée à long terme a commencé à revitaliser le quartier. Le programme a investi dans le logement et les espaces publics ainsi que dans des services communautaires, de prévention de la criminalité et d'emploi. Il a créé de nouveaux emplois locaux et démontré l'importance de l'engagement communautaire pour assurer un renouvellement urbain durable et l'inclusion.

<http://bit.ly/2IB1uwf>



## Se familiariser avec la science et la technologie

**U**ne nouvelle attraction touristique à la pointe de la technologie consacre le rapprochement entre la science et la technologie et la population maltaise. L'objectif est d'inciter davantage d'étudiants à se lancer dans des carrières scientifiques et d'aider le pays à être compétitif dans l'économie de la connaissance. Le bâtiment Explora a restauré et transformé en profondeur d'anciennes ruines de la péninsule de Bighi, près de La Valette. Les élèves, les enseignants et le grand public peuvent venir découvrir les sciences dans un cadre informel et interactif. Le centre organise également des ateliers scientifiques, des spectacles et des activités de sensibilisation.

<http://explora.org.mt/>







## Imprimantes 3D pour la conception de bâtiments

Un institut de recherche et de nombreuses entreprises collaborent à la mise au point d'une technologie intelligente pour l'industrie du bâtiment. Des imprimantes 3D de très grande taille sont en cours de développement pour créer des produits de construction numériques

tels que revêtements de sol, moulures de béton et habillages de façades. L'objectif final est d'offrir au grand public un design personnalisé grâce à des processus de production automatisés, de la conception à l'installation. Les installations de production, situées dans un bâtiment moderne au bord d'un canal à Amsterdam, sont ouvertes au public. Cette technologie zéro déchet réduit les émissions de CO<sub>2</sub> et utilise des biomatériaux tels que du plastique produit par les plantes.

<http://aactual.com/>



## Afflux de connaissances générées par la recherche fluviale à Vienne

L'Université des ressources naturelles et des sciences de la vie de Vienne coordonne le projet de recherche et de gestion du Danube (DREAM). L'élément nodal du projet est une nouvelle installation de recherche dotée d'un grand canal qui permet de simuler le cours du Danube et d'autres grands fleuves. Des instruments de haute technologie analysent la vitesse et le mouvement des flux des cours d'eau. Des tuyaux relient le canal à deux autres laboratoires du centre, ce qui permet de mener des recherches interdisciplinaires sur des projets de grande envergure. Le stockage de l'énergie hydraulique, les conditions de navigation, la stabilisation du lit des rivières et les mouvements sédimentaires sont quelques-uns des sujets étudiés. Les résultats serviront de base à la gestion future du fleuve, contribuant ainsi à la protection de l'environnement et à la prospérité future de la région du Danube.

<http://bit.ly/2FVyRbi>







## Sur la bonne voie pour renforcer le réseau paneuropéen de chemins de fer



Un tronçon de 15 km de la voie ferrée E30 entre les villes polonaises de Cracovie et de Rzeszów est en cours de rénovation grâce au financement de l'UE. Ces travaux marquent la fin de la modernisation de 139 km de voies ferrées reliant certaines des villes les plus importantes du sud du pays à d'autres destinations d'Europe centrale et orientale. Les trains sont beaucoup plus rapides, la sécurité est améliorée et de nouveaux quais de gare accueillent les voyageurs. L'amélioration des liaisons ferroviaires contribuera à stimuler le commerce paneuropéen et à faire du réseau ferroviaire une option rapide et attrayante pour les passagers et le fret.

<http://www.mapadotacji.gov.pl/projekt/1276181>



## Améliorer la qualité de vie et les soins des enfants atteints de maladies chroniques

Kastelo est une unité de soins pédiatriques et palliatifs située à Matosinhos, dans la région Nord du Portugal. Elle dispense des soins de santé à 30 enfants atteints de maladies chroniques. Ce centre est le premier du genre dans la péninsule ibérique. Une équipe de professionnels de la santé et de l'éducation fournit un soutien clinique et psychosocial spécialisé et complet. Les enfants bénéficient de la continuité des soins dans un environnement familial. Ils peuvent s'amuser sur l'aire de jeux dotée d'un équipement de physiothérapie extérieur, profiter du verger, du potager biologique et d'une mini-ferme, pendant que les parents se ressourcent dans la résidence et le jardin. D'autres avantages comprennent l'utilisation efficace des ressources et des séjours plus courts à l'hôpital.

<http://www.nomeiodonada.pt/>







## Centre de recherche laser de calibre mondial



Investir dans des installations laser est une priorité pour la recherche européenne. La construction d'un complexe de recherche international de premier plan réparti sur quatre sites permettra de réaliser des expériences révolutionnaires en physique fondamentale, en physique nucléaire et en astrophysique, ainsi qu'en science des matériaux et en sciences de la vie. Les chercheurs de ce laboratoire paneuropéen travailleront également sur les nouvelles méthodes de traitement des matières nucléaires et des déchets radioactifs. Il sera ouvert aux spécialistes de la sphère universitaire et scientifique privée, ainsi qu'au monde des affaires.

<http://www.eli-np.ro/>



## Campus scientifique de premier ordre

Un centre de recherche et développement pédagogique de premier ordre a été construit sur le site de l'Université de Ljubljana et comprend la faculté de chimie et de technologie chimique, la faculté d'informatique et des sciences de l'information, ainsi que des espaces communs reliés par une passerelle de verre. Le fait de partager un campus avec d'autres facultés de sciences naturelles favorisera la collaboration croisée entre la recherche et les études. La construction du nouveau centre a entraîné un accroissement significatif du nombre de postes dans les domaines de l'enseignement, de la recherche et de l'administration, ainsi qu'une augmentation du nombre d'inscriptions d'étudiants. Il a donné lieu à de nouveaux partenariats commerciaux, généré des brevets, contribué à la création d'entreprises essaimées et renforcera la position concurrentielle de la Slovénie dans le domaine scientifique.

<http://bit.ly/2FTMPu5>

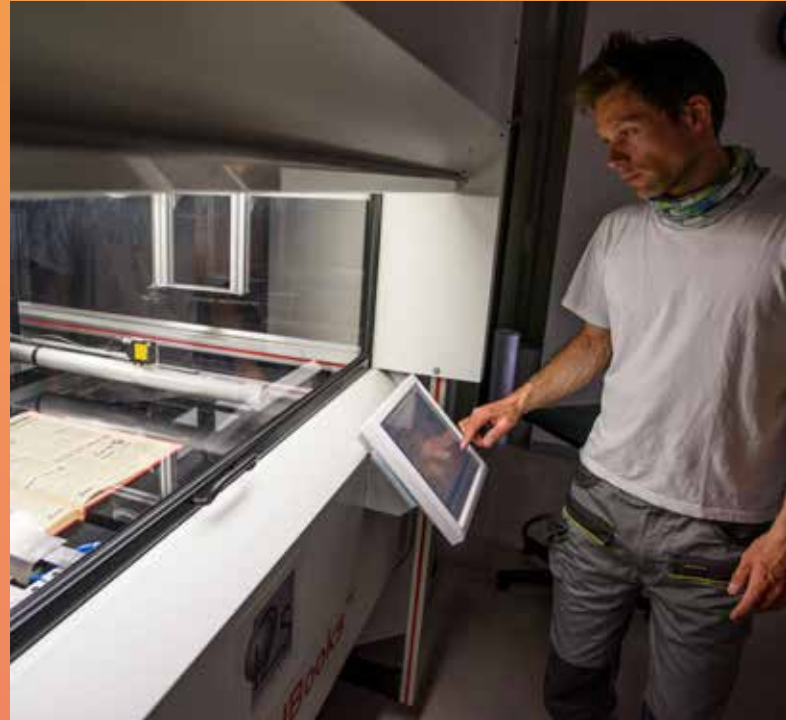




## La bibliothèque et les archives nationales passent au numérique

Ce projet a permis la numérisation massive de documents de la bibliothèque et des archives nationales slovaques. Deux nouvelles installations à la pointe de la technologie ont été construites: un centre de numérisation pour les documents imprimés du patrimoine culturel et un centre de conservation et de restauration des documents. Au total, ce sont plus de 2,5 millions d'objets du patrimoine culturel qui ont été numérisés en trois ans, impliquant 200 personnes et créant 93 nouveaux emplois durables. Ce projet unique en son genre a permis à la bibliothèque et aux archives d'entrer dans l'ère numérique, rendant les documents accessibles à un public plus large tout en assurant leur préservation pour les générations futures.

<http://dikda.snk.sk>



## Six villes joignent leurs efforts pour devenir plus intelligentes et plus ouvertes

Les six plus grandes villes de Finlande mettent en œuvre des projets de coopération pour relever leurs défis urbains communs. La stratégie des six villes (6Aika) permet aux villes de se livrer à des expérimentations dans un contexte plus large qu'elles pourraient le faire individuellement. Elles créent un système de données ouvertes accessible à tous, des plateformes d'innovation ouvertes et des services à la clientèle partagés afin que les autorités municipales et les entreprises puissent mieux soutenir un plus grand nombre de citoyens. Les villes font également figure de pionnières avec des tests d'autobus autonomes et des pôles de l'économie circulaire. Comme les villes abritent environ 30% de la population finlandaise, leurs projets de développement conjoints ont un impact à l'échelle nationale.

<https://6aika.fi/>







## Un avenir durable et innovant pour les industries forestières



Le projet Climate Smart Innovation contribue au développement des industries forestières dans le centre de la Suède. Il fournit une plateforme régionale à long terme en faveur du renforcement des capacités des PME en matière d'innovation et de développement durable. Le projet renforcera les connaissances et les compétences en matière de protection du climat, de bioéconomie et d'économie circulaire parmi les entreprises et les autres parties prenantes de la filière. Une interaction plus étroite avec les chercheurs, les étudiants et les partenaires internationaux est encouragée, et les représentants du secteur public et de la société civile participent aux ateliers du projet. La plateforme améliorera l'efficacité et la rentabilité de l'innovation régionale tout en facilitant la transition des entreprises vers une économie sobre en carbone.

<http://paperprovince.com/>



## Le London Green Fund cible l'environnement

Le London Green Fund a été créé en tant qu'instrument financier clé pour atteindre les objectifs de la capitale en matière de réduction des émissions de CO<sub>2</sub> et de mise en décharge. L'UE et d'autres sources de financement public ont servi à mobiliser les investissements privés afin d'accroître l'ampleur et le rythme de mise en œuvre des projets d'infrastructures vertes. Fin 2015, des investissements avaient été consentis dans 18 projets qui devraient permettre de réaliser des économies annuelles de 218 084 tonnes de CO<sub>2</sub>, de 330 980 tonnes de déchets mis en décharge et environ 34 700 000 kWh d'énergie.

<http://bit.ly/2GK21eT>





## Coopérer pour lutter contre la criminalité transfrontalière



La criminalité ne s'arrête malheureusement pas aux frontières. L'Euregio Meuse-Rhin, qui englobe les régions frontalières de la Belgique, de l'Allemagne et des Pays-Bas, a mis en place un observatoire de la délinquance pour lutter contre la criminalité transfrontalière, avec un accent particulier sur les problèmes liés à la drogue. Le projet EMROD a réuni différents professionnels chargés de la prévention et de la lutte contre la criminalité, notamment la police, la justice, les services de prévention et les autorités administratives. Ils ont adopté une approche scientifique, en mettant en commun les éléments de preuve et en échangeant les meilleures pratiques afin d'éclairer les politiques communes sur les problèmes transfrontaliers tels que le cannabis et les cambriolages. Ils ont également mené une enquête à grande échelle sur le sentiment d'insécurité des citoyens et ont constitué un centre d'information publique.

<http://gouverneur.provincdeliege.be/emrod>

## Leçon en matière de paix et de conflit

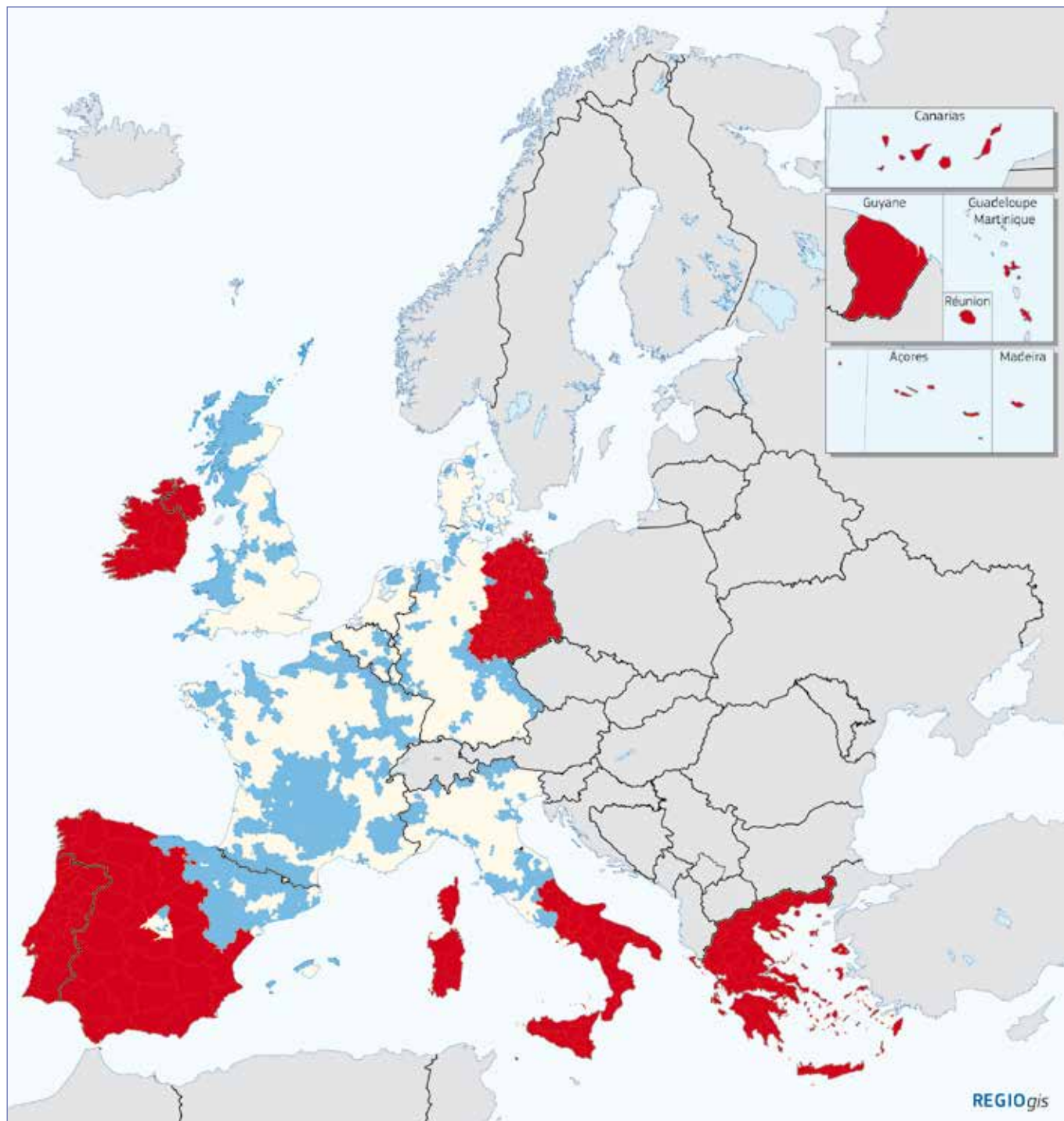
Teaching Divided Histories introduit dans les écoles d'Irlande du Nord, de la République d'Irlande et au niveau international de nouvelles approches numériques liées aux programmes scolaires pour enseigner l'histoire des conflits. Les enseignants du secondaire collaborent pour élaborer et piloter

des programmes pédagogiques innovants en utilisant le cinéma, l'imagerie numérique, l'animation, les bandes dessinées et la diffusion sur le Web, afin de permettre aux jeunes d'analyser des expériences communes de conflit et de construction de la paix. Le projet donne aux enseignants la confiance, les compétences, les ressources et le soutien nécessaires pour étudier avec leurs élèves les aspects historiques et identitaires qui suscitent la controverse dans la salle de classe. Il travaille également en partenariat avec des écoles au Liban, en Inde, en Afrique du Sud et en Sierra Leone.

<http://bit.ly/2GFCMdn>



# 1989-1993



■ Régions moins développées (objectif 1): 25 % de la population et 64 % des fonds

■ Autres régions éligibles



# Des projets aux programmes




Après l'adhésion de la Grèce en 1981, du Portugal et de l'Espagne en 1986, les disparités régionales dans ce qui était alors l'«Europe des 12», se sont considérablement creusées. L'année 1988 a véritablement marqué le début de la politique de cohésion de l'UE: en mars, le Conseil européen décide d'augmenter substantiellement le budget alloué à cette politique et, en juin, le Conseil adopte le premier règlement intégrant les Fonds structurels dans le cadre de la politique de cohésion. Cette réforme historique a introduit des principes clés, tels que l'accent sur les régions les plus pauvres et les plus à la traîne, la programmation pluriannuelle, l'orientation stratégique des investissements et la participation des partenaires régionaux et locaux.

**BUDGET  
TOTAL DES  
FONDS  
STRUCTURELS**

**69 MILLIARDS D'EUR**

**25 %** du budget de l'UE  
et 0,3 % du PIB total de l'UE

## PRINCIPAUX PAYS BÉNÉFICIAIRES

	<b>Espagne</b>	14,2 milliards d'EUR
	<b>Italie</b>	11,4 milliards d'EUR
	<b>Portugal</b>	9,2 milliards d'EUR
	<b>Grèce</b>	8,2 milliards d'EUR

## AUGMENTATION DU PIB

**+ 3 %**  
en faveur des régions  
moins développées  
(objectif 1): par rapport  
à la moyenne de l'UE

## EMPLOI

**+ 600 000**  
emplois en  
Grèce, en Irlande,  
au Portugal et  
en Espagne

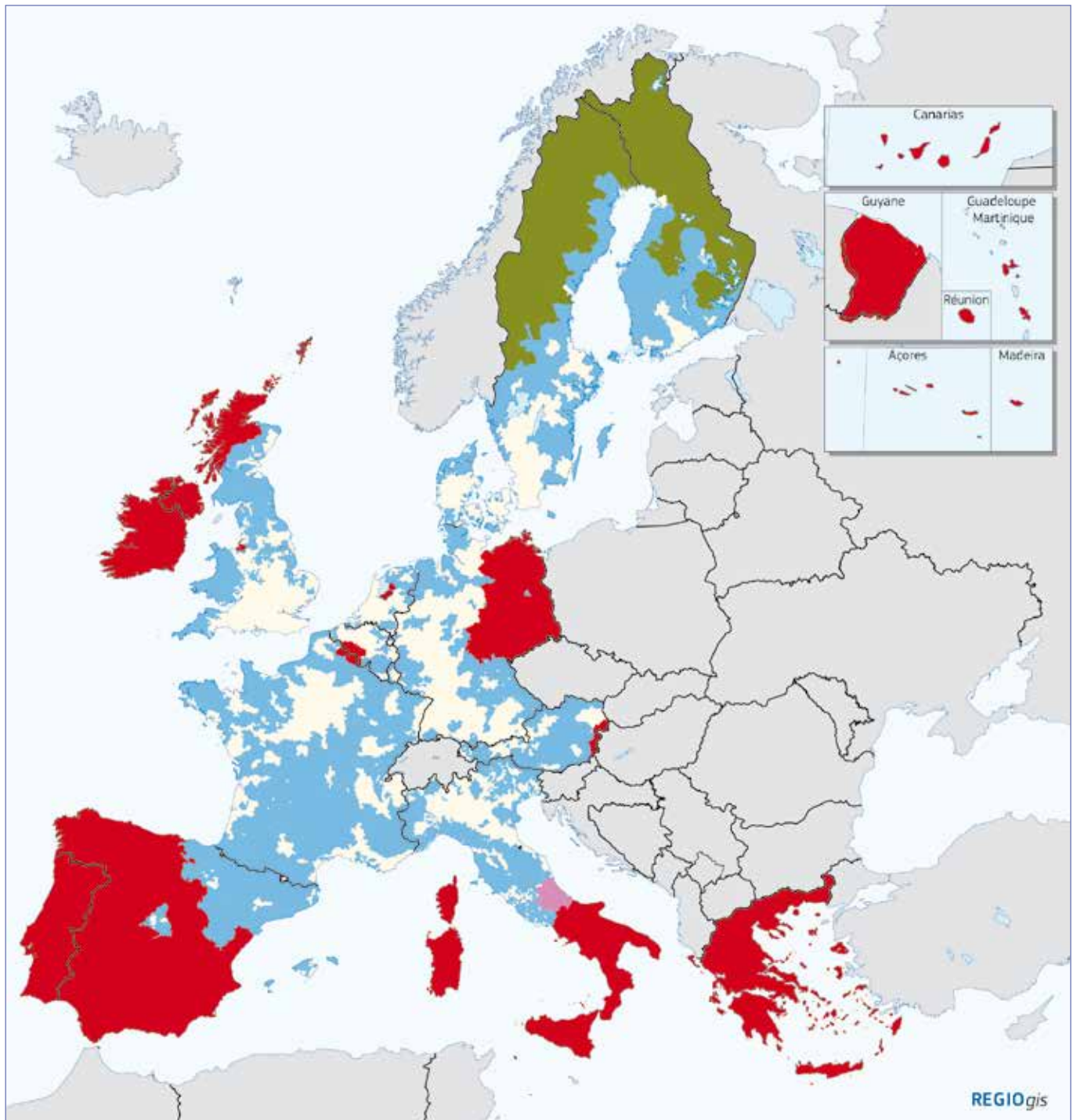
## SOUTIEN AUX PME

**470 000**  
PME ont bénéficié d'une  
aide dans les régions de  
l'objectif 2

## RESSOURCES HUMAINES

**917 000**  
personnes formées  
dans l'UE

# 1994-1999



- Régions moins développées: 24,6% de la population de l'UE et 68% des fonds
- Soutien transitoire: Abruzzes (entre le 1<sup>er</sup> janvier 1994 et le 31 décembre 1996)
- Régions septentrionales à faible densité de population
- Autres régions éligibles



# Consolider les acquis et doubler l'effort

En décembre 1992, le Conseil européen a adopté les nouvelles perspectives financières pour la période 1994-1999. Cette décision représentait un doublement des ressources annuelles et correspondait à un tiers du budget de l'UE. Cette période de programmation a également été marquée par l'élargissement de l'UE le 1<sup>er</sup> janvier 1995 à l'Autriche, la Finlande et la Suède (la Finlande et la Suède ont inclus de vastes territoires à très faible densité de population), ainsi qu'un soutien accru de l'UE et ses effets positifs dans les nouveaux Länder allemands.

**BUDGET  
TOTAL DES  
FONDS  
STRUCTURELS  
ET DE COHÉSION**

**168 MILLIARDS D'EUR**

**1/3** du budget de l'UE et  
0,4% du PIB total de l'UE

## PRINCIPAUX PAYS BÉNÉFICIAIRES

	<b>Espagne</b>	42,4 milliards d'EUR
	<b>Allemagne</b>	21,8 milliards d'EUR
	<b>Italie</b>	21,7 milliards d'EUR
	<b>Portugal</b>	18,2 milliards d'EUR
	<b>Grèce</b>	17,7 milliards d'EUR
	<b>France</b>	14,9 milliards d'EUR

## AUGMENTATION DU PIB

<b>Portugal</b>	+ 4,7%
<b>Nouveaux Länder allemands</b>	+ 3,9%
<b>Irlande</b>	+ 2,8%
<b>Grèce</b>	+ 2,2%
<b>Espagne</b>	+ 1,4%
<b>Irlande du Nord</b>	+ 1,3%

## EMPLOI

**+ 700 000**   
emplois dans l'UE



## INFRASTRUCTURE

Construction ou  
modernisation de  
**35 948 km** de routes  
et autoroutes

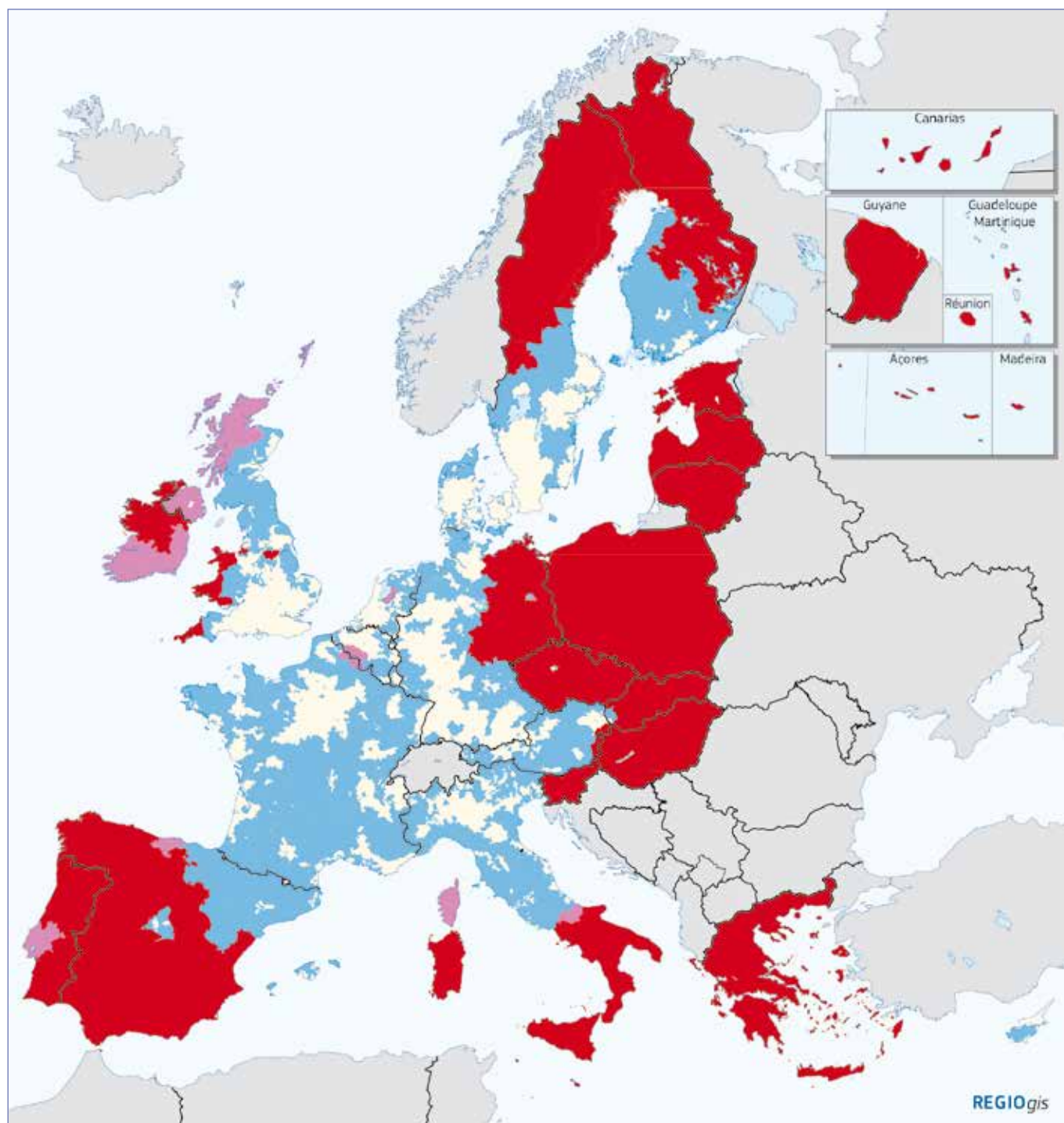


## SOUTIEN AUX PME

Aides en faveur de  
**800 000 PME**



# 2000-2006



- Régions moins développées (objectif 1): 37% de la population et 71,6% des fonds
- Soutien transitoire (limitation progressive)
- Autres régions éligibles



# Faire de l'élargissement un succès

En mars 1999, le Conseil européen a décidé d'allouer 213 milliards d'EUR à la politique de cohésion de l'UE entre 2000 et 2006 pour les 15 États membres de l'époque et une allocation supplémentaire de 22 milliards d'EUR au profit des nouveaux États membres pour la période 2004-2006. L'adhésion de dix nouveaux États membres à l'UE le 1<sup>er</sup> mai 2004 a été l'élément crucial de la période 2000-2006. Cet élargissement historique a entraîné une augmentation de 20% de la population de l'UE, mais une hausse de seulement 5% de son PIB. Les inégalités de revenus et les disparités au niveau de l'emploi se sont accentuées à la suite de l'élargissement. Presque tous les nouveaux États membres étaient entièrement éligibles au niveau de soutien le plus élevé de la politique de cohésion de l'UE.

**BUDGET  
TOTAL DES  
FONDS  
STRUCTURELS ET  
DE COHÉSION**

**213 MILLIARDS D'EUR**

POUR L'UE-15 ENTRE 2000 ET 2006

+

**21,7 MILLIARDS D'EUR**

POUR LES DIX NOUVEAUX ÉTATS MEMBRES ENTRE 2004 ET 2006

## PROGRESSION DE L'EMPLOI

**+ 570 000**

emplois créés dans les régions moins développées (objectif 1)

dont **160 000** dans les nouveaux États membres

**+ 730 000**

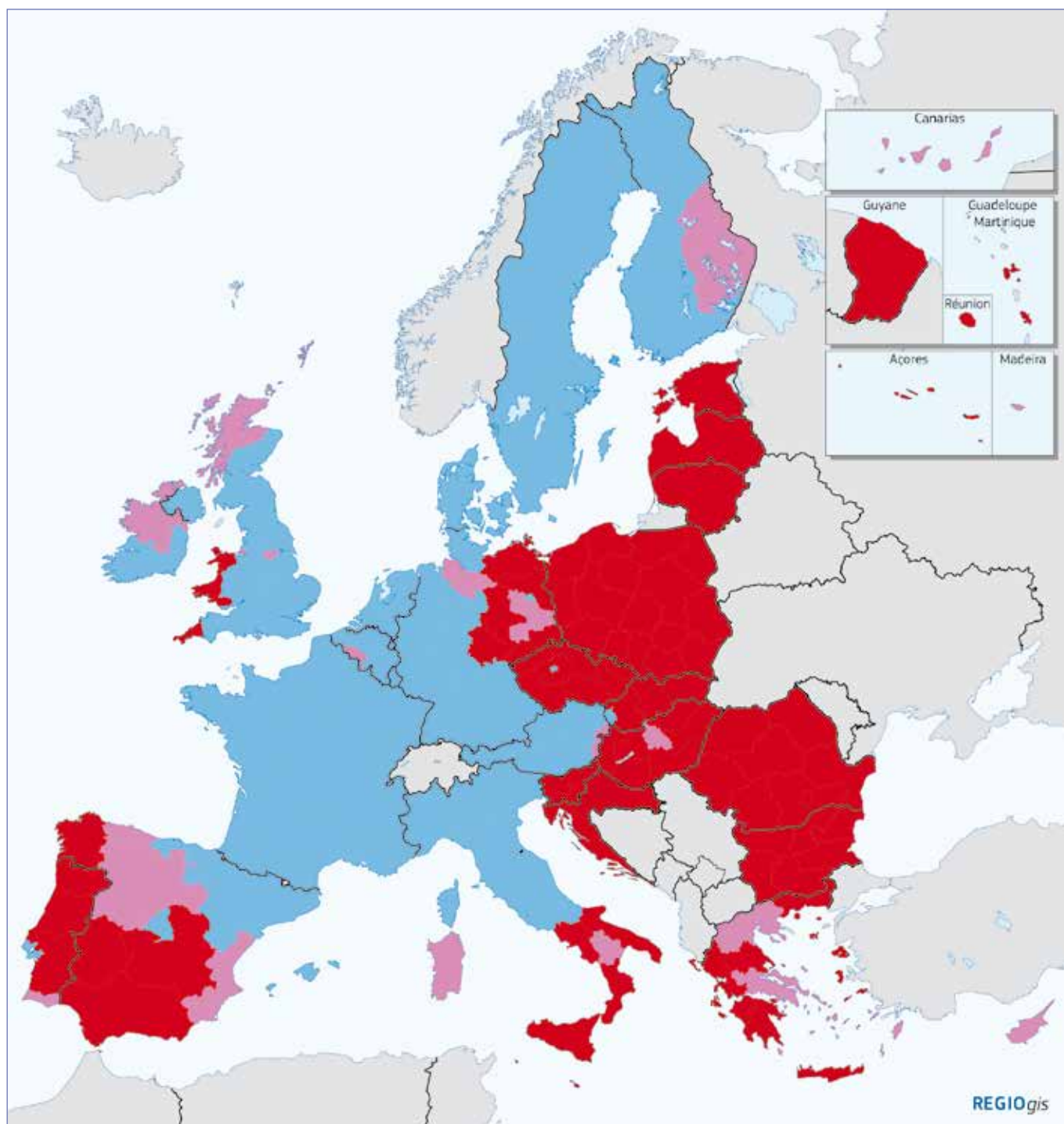
emplois créés dans d'autres régions éligibles (objectif 2)

**1/3** du budget de l'UE  
et 0,4% du PIB total de l'UE

## PRINCIPAUX PAYS BÉNÉFICIAIRES

	<b>Espagne</b>	56,3 milliards d'EUR
	<b>Allemagne</b>	29,8 milliards d'EUR
	<b>Italie</b>	29,6 milliards d'EUR
	<b>Grèce</b>	24,9 milliards d'EUR
	<b>Portugal</b>	22,8 milliards d'EUR
	<b>Royaume-Uni</b>	16,6 milliards d'EUR
	<b>France</b>	15,7 milliards d'EUR

# 2007-2013



- Régions moins développées: 35 % de la population et 81,5 % des fonds
- Soutien transitoire (limitation progressive)
- Autres régions éligibles



# Priorité à la croissance et à l'emploi

Outre l'élargissement à la Bulgarie, à la Roumanie et à la Croatie, la période 2007-2013 de la politique de cohésion a été marquée par trois éléments clés et complémentaires: l'inclusion de toutes les régions, un soutien accru aux États membres et aux régions les plus pauvres (81,5% du budget total) et un changement dans les priorités fixées en vue de stimuler la croissance et l'emploi (25% des ressources ont été affectées à la recherche et à l'innovation).

Dans certains États membres, le Fonds de cohésion est la principale source de financement des investissements publics (jusqu'à 57% dans certains pays).

Le financement de l'UE en faveur des instruments financiers a considérablement augmenté, passant de 1 milliard d'EUR en 2000-2006 à 11,5 milliards d'EUR en 2007-2013. Les instruments financiers ont joué un rôle crucial dans le financement des PME pendant le resserrement du crédit engendré par la crise économique.

**BUDGET  
TOTAL DES  
FONDS  
STRUCTURELS  
ET DE COHÉSION**

## PRINCIPAUX PAYS BÉNÉFICIAIRES

	<b>Pologne</b>	67,3 milliards d'EUR
	<b>Espagne</b>	35,2 milliards d'EUR
	<b>Italie</b>	28,8 milliards d'EUR
	<b>République tchèque</b>	26,7 milliards d'EUR
	<b>Allemagne</b>	26,3 milliards d'EUR
	<b>Hongrie</b>	25,3 milliards d'EUR
	<b>Portugal</b>	21,5 milliards d'EUR
	<b>Grèce</b>	20,4 milliards d'EUR

**347 MILLIARDS D'EUR**

**35,7%** du budget de l'UE  
et 0,38% du PIB total de l'UE

## DÉFIS COMMUNS

Les programmes transfrontaliers ont créé plus de **6800 projets**

## EMPLOI

**1 million** d'emplois créés

## INFRASTRUCTURE

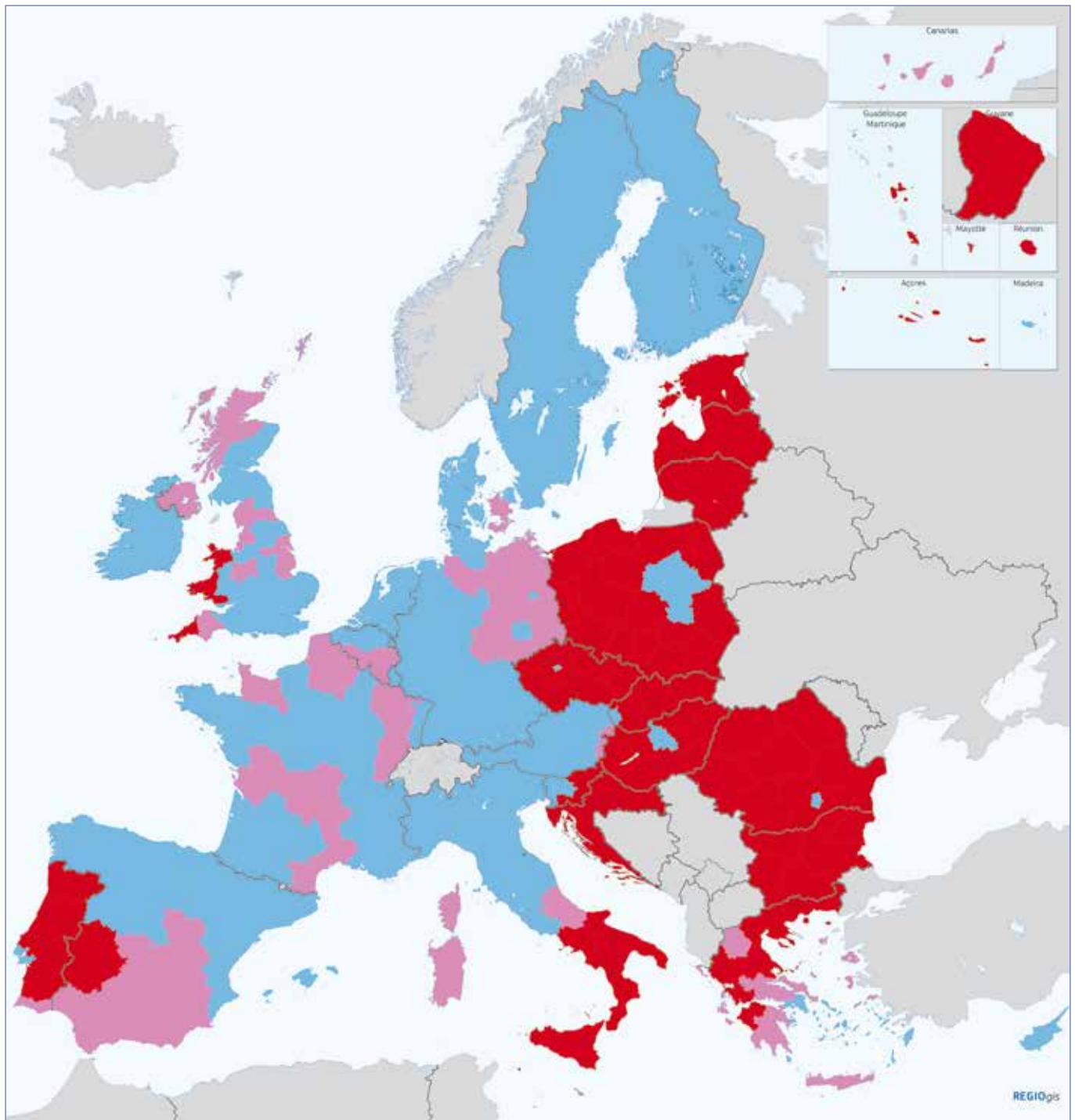
**6 millions** de personnes raccordées à des installations d'eau potable nouvelles ou modernisées

## SOUTIEN AUX PME

**400 000 PME** bénéficiant d'aides à l'investissement direct

**121 400 jeunes entreprises** soutenues financièrement

# 2014-2020



- Régions moins développées: 25 % de la population et 51 % des fonds
- Soutien transitoire (limitation progressive)
- Autres régions éligibles



# Innovation et spécialisation intelligente






L'accent est mis sur quatre domaines prioritaires à fort potentiel de croissance: la recherche et l'innovation, les PME, les technologies de l'information et de la communication et l'économie sobre en carbone. La politique réformée s'appuie sur la conviction que chaque région peut tirer le meilleur parti des fonds de l'UE si elle identifie d'abord ses atouts – ce que nous appelons la «spécialisation intelligente». Les régions pourront cibler les investissements productifs dans les secteurs de leur choix, exploitant ainsi pleinement leur potentiel de croissance. Des cibles claires et mesurables sont nécessaires pour définir des résultats quantifiables.

**BUDGET  
TOTAL DES  
FONDS  
STRUCTURELS  
ET DE COHÉSION**

**351 MILLIARDS D'EUR**

**34,3 %** du budget de l'UE

## PRINCIPAUX PAYS BÉNÉFICIAIRES

	<b>Pologne</b>	77,5 milliards d'EUR
	<b>Italie</b>	32,8 milliards d'EUR
	<b>Espagne</b>	28,5 milliards d'EUR
	<b>Roumanie</b>	22,9 milliards d'EUR
	<b>République tchèque</b>	21,9 milliards d'EUR
	<b>Hongrie</b>	21,9 milliards d'EUR
	<b>Portugal</b>	21,4 milliards d'EUR

## NUMÉRIQUE\*

**14,5 millions** de foyers supplémentaires bénéficient d'un accès à la large bande

## EMPLOI\*

Aider plus de **7,4 millions** de chômeurs et **8,9 millions** de personnes à acquérir de nouvelles qualifications

## INFRASTRUCTURE\*

**17 millions** de personnes supplémentaires seront raccordées aux installations de traitement des eaux usées et **3,3 millions** de plus aux réseaux intelligents

## SOUTIEN AUX PME\*

Aides en faveur de **1,1 million de PME**

\* Résultats escomptés

# POINT D'INFORMATION: 5 – PLATEFORME DE DONNÉES OUVERTES

Y A-T-IL UN SUJET QUE VOUS AIMERIEZ QUE PANORAMA ABORDE DANS SA SECTION POINT D'INFORMATION?  
Y A-T-IL UN ENSEMBLE DE DONNÉES QUE VOUS AIMERIEZ VOIR FIGURER SUR LA PLATEFORME DE DONNÉES OUVERTES DES FONDS ESI?

SI TEL EST LE CAS, ÉCRIVEZ-NOUS: REGIO-EVAL@EC.EUROPA.EU

## Investir dans les entreprises – une priorité absolue pour relancer la croissance dans l'UE

Pour la période de programmation 2014-2020, le Fonds européen de développement régional (FEDER) fournit 69 milliards d'EUR d'aide budgétaire de l'UE pour stimuler l'innovation et la productivité dans les entreprises européennes. Cela fait du FEDER la plus grande source de fonds de l'UE visant à renforcer la compétitivité des PME. L'éventail des mesures de soutien financier et non financier disponibles cible près de 1,1 million d'entreprises – soit près de 5 % de l'ensemble des entreprises européennes. Ce pourcentage peut sembler faible, mais la concentration de l'aide du FEDER sur les priorités de l'UE souligne l'importance de promouvoir une croissance intelligente, durable et inclusive.

### Pourquoi ce soutien est-il accordé?

Le soutien du FEDER aux entreprises se concentre sur les quatre «objectifs thématiques» (OT) clés visant à accroître la compétitivité des PME, stimuler l'innovation dans les entreprises, améliorer l'utilisation des TIC et soutenir la transition vers une économie sobre en carbone. Un soutien public est donc accordé, dans le respect des règles établies en matière d'aides d'État, à la création d'entreprises, au lancement de nouveaux produits et services innovants, à la promotion du commerce électronique et à la garantie de l'efficacité énergétique.

Le tableau 1 présente les objectifs pour le nombre total d'entreprises qui devraient être soutenues par les programmes de coopération nationale, régionale et transfrontalière à travers l'Europe, et donne les réponses aux questions clés suivantes:

**TABLEAU 1: OBJECTIFS CLÉS DU FEDER POUR LES ENTREPRISES POUR LA PÉRIODE DE PROGRAMMATION 2014-2020 (VENTILÉ PAR OBJECTIFS THÉMATIQUES)**

Objectifs thématiques (OT)	ENTREPRISES: Toutes les entreprises	ENTREPRISES: subventionnées	ENTREPRISES: non subventionnées	ENTREPRISES: conseillées
OT3: Compétitivité des PME	795 888	233 823	178 563	371 755
OT1: Recherche et innovation	130 285	61 401	8 625	42 006
OT2: Technologies de l'information et de la communication	78 045	54 521	5 776	14 301
OT4: Économie sobre en carbone	56 789	17 712	5 006	5 743
Autres thèmes	36 060	3 043	4 081	17 638
<b>Objectifs totaux</b>	<b>1 097 067</b>	<b>370 500</b>	<b>202 051</b>	<b>451 443</b>

Source Fonds ESI: Plateforme de données ouvertes



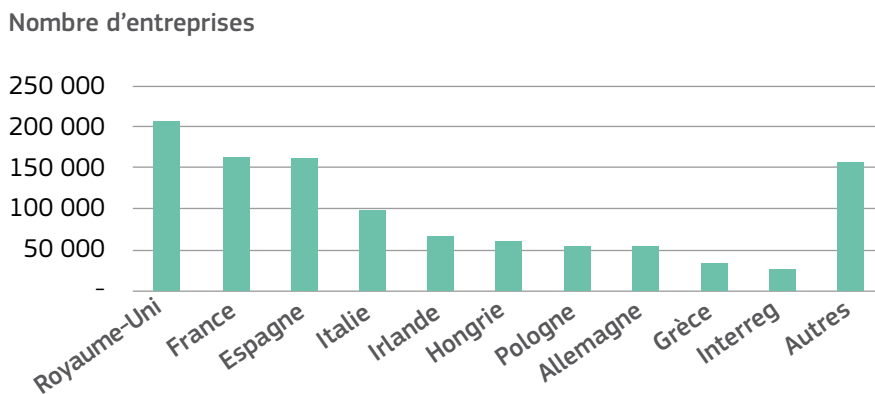
## Quelles formes de soutien sont offertes à quels types d'entreprises?

L'analyse des objectifs fixés par les programmes du FEDER pour 2014-2020 montre que l'accent est principalement mis sur l'**OT3** visant à améliorer la compétitivité du **secteur des PME**, avec un total d'environ 800 000 entreprises ciblées. Nous pouvons voir, à l'aide des différents indicateurs, que les principales formes de soutien sont **les instruments financiers, les subventions et le conseil aux entreprises (consultance)**. Ce dernier représente l'un des mécanismes d'appui essentiels pour répondre aux besoins de développement des entreprises, tout en facilitant l'accès au financement par le biais des divers programmes de subventions.

## Comment les PME sont-elles soutenues dans les États membres?

La plateforme de données ouvertes indique à la fois le montant des fonds alloués aux États membres et le nombre total d'entreprises soutenues. Le tableau ci-dessous montre les dix premiers États membres de l'UE qui reçoivent le soutien le plus important du FEDER au titre de quatre OT clés:

**TABLEAU 2: DIX PREMIERS ÉTATS MEMBRES DE L'UE AVEC DES TAUX ÉLEVÉS DE SOUTIEN DU FEDER EN FAVEUR DES ENTREPRISES**



Source Fonds ESI: Plateforme de données ouvertes

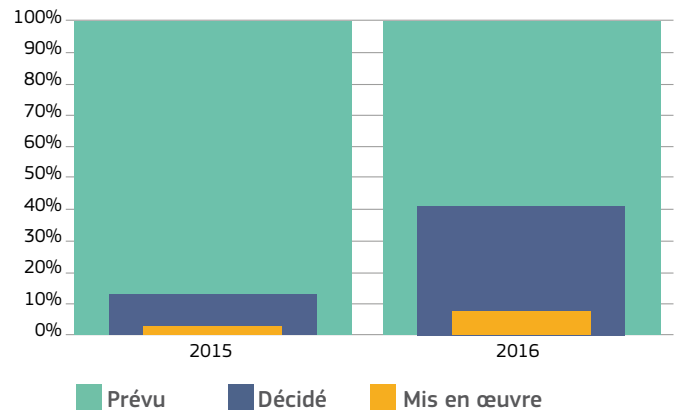
### Pourquoi le nombre d'entreprises soutenues varie-t-il d'un État membre à l'autre?

La prédominance de certains États membres (Royaume-Uni, France, Espagne) en termes de nombre d'entreprises soutenues peut s'expliquer par plusieurs facteurs: 1) une forte culture entrepreneuriale; 2) l'accent mis sur les petites entreprises et les jeunes entreprises; 3) le volume global du soutien; et 4) la taille de leurs économies.

Comment les programmes sont-ils mis en œuvre et quelles sont les principales composantes qui influencent leur progrès dans la mise en œuvre?

Fin 2016, plus de 455 000 entreprises avaient déjà été visées par les projets approuvés, tandis que près de 85 000 d'entre elles avaient déjà bénéficié des projets sélectionnés.

**TABLEAU 3: PROGRÈS DANS LA MISE EN ŒUVRE DES OBJECTIFS POUR 2015-2016**



À ce stade, il reste toutefois à savoir si les objectifs seront atteints ou dépassés au cours de la période. La planification du soutien public aux entreprises sur une période de dix ans est un défi, car la demande de soutien public de la part des entreprises varie en fonction du cycle économique. Certains programmes sont déjà très prisés et envisageront de revoir leurs objectifs à la hausse. Les rapports réguliers, partagés sur la plateforme de données ouvertes, se concentreront sur les progrès réalisés pour que les objectifs restent réalistes.

Afin d'analyser plus en détail l'allocation des fonds par État membre et l'OT, vous pouvez explorer la plateforme de données ouvertes des Fonds structurels et d'investissement européens. La prochaine série de rapports sur les réalisations qui feront l'objet d'une évaluation à la fin de 2017 sera remise à la Commission européenne en mai et juin 2018 et sera publiée plus tard dans l'année. ■

### POUR EN SAVOIR PLUS

<https://cohesiondata.ec.europa.eu/>

## HISTOIRES URBAINES



# Tirer parti des atouts territoriaux dans toute l'UE

L'analyse d'impact territorial (AIT) a gagné en importance depuis le traité de Lisbonne. Europe 2020, la stratégie de haut niveau de l'UE, a introduit une troisième dimension: la cohésion territoriale<sup>1</sup>, qui vise à tirer parti des atouts de chaque territoire de l'UE afin de renforcer la contribution de ces derniers au développement durable et équilibré de l'UE dans son ensemble.

Les conditions de vie, les structures industrielles, les infrastructures et les conditions géographiques varient considérablement d'un pays de l'UE à l'autre. La politique de cohésion vise à atténuer ces disparités et à doter les régions les plus pauvres des moyens pour relever les défis régionaux. Néanmoins, en dépit des progrès satisfaisants réalisés sur le plan de la convergence de nombreux paramètres à travers l'Europe, une importante dispersion règne toujours au sein de l'UE.

Le seul financement de la politique de cohésion ne permettra pas d'atteindre la cohésion territoriale dans l'UE – celle-ci nécessite également une législation et des initiatives favorables aux territoires. Il existe une forte demande de la part des décideurs politiques et des praticiens des différents territoires de l'UE d'utiliser l'AIT pour limiter les résultats défavorables des politiques et maximiser le potentiel territorial.

L'AIT offre la possibilité d'accorder une plus grande attention aux spécificités des différents territoires et régions, ce qui permet à la législation de l'UE d'être plus ciblée et plus étroitement liée aux réalités locales.

Les impacts associés à une proposition/initiative législative de l'UE sont souvent répartis de manière hétérogène dans l'Union. Ainsi, la conception d'options stratégiques efficaces entraînera également une répartition géographique inégale des impacts (coûts et bénéfices).

## Trouver la cible

L'évaluation précise de la dimension territoriale d'une proposition/initiative législative de l'UE aidera à définir correctement les options stratégiques ciblées. Elle peut également empêcher la mise en œuvre de politiques dans des domaines et des régions où elles ne sont pas nécessaires, évitant ainsi les coûts juridiques, administratifs ou de conformité.

L'AIT doit prendre en compte les différents niveaux territoriaux (UE, national, régional, local). L'unité ou le groupement territorial peut varier d'un cas à l'autre et doit correspondre à la problématique en question. Cet aspect pourrait être déterminé au niveau de l'État membre ou en termes de caractéristiques géographiques, telles que les zones côtières, les régions insulaires ou montagneuses, ou les zones densément peuplées. Il peut également s'avérer nécessaire d'identifier les régions administratives affectées de manière disproportionnée par une mesure stratégique. Si une politique n'a pas de dimension territoriale particulière, il n'est bien sûr pas nécessaire de procéder à une évaluation détaillée des impacts territoriaux.

Pour toutes ces raisons, les efforts visant à améliorer les méthodologies et la disponibilité des données se sont intensifiés depuis 2015. La priorité est désormais de promouvoir auprès des autres DG une analyse de la dimension territoriale et un travail proactif de la DG Politique régionale et urbaine pour évaluer les impacts territoriaux (en particulier sur les régions urbaines<sup>2 & 3</sup>, transfrontalières et ultrapériphériques<sup>4</sup>).

1) <https://bit.ly/2HJX4mD>

2 & 3) <https://bit.ly/2eApehe>

4) <http://europa.eu/qR96Nk>





Analyse AIT avec des experts régionaux à l'aide de l'outil ESPON Quick Scan.

La DG REGIO aide les autres DG à évaluer les impacts territoriaux de leurs propositions stratégiques. Les cas récents où les impacts territoriaux ont été analysés avec la participation d'experts des régions et des villes de l'UE sont: a) la révision de la directive sur les installations de réception portuaires pour les déchets d'exploitation des navires et les résidus de cargaison (DG MOVE); b) l'élaboration d'exigences minimales de qualité pour l'eau réutilisée dans l'UE (DG ENV); et c) la révision de la directive sur les véhicules de transport routier propres et économes en énergie (DG MOVE). En outre, la DG REGIO offre une formation sur les AIT et contribue activement à améliorer la disponibilité des données et méthodologies pour la réalisation des AIT. La DG REGIO a notamment contribué à la conception d'outils web permettant la visualisation et l'accès aux données territoriales disponibles. Par exemple, la plateforme de données urbaines<sup>5</sup> donne accès à des informations sur les villes européennes et leurs régions environnantes, tandis que le tableau de bord territorial<sup>6</sup> fournit une interface interactive pour interroger et comparer des informations à différents niveaux territoriaux (pays, région, sous-région).

5) <http://urban.jrc.ec.europa.eu>

6) <http://urban.jrc.ec.europa.eu/t-board/index.html>

## En partenariat

Dans le domaine de l'AIT, la DG Regio coopère très étroitement avec le Comité européen des régions et de nombreuses associations de villes et de régions, telles que le Conseil des communes et régions d'Europe, Eurocities, la Conférence des régions périphériques et maritimes, et bien d'autres encore.

## Outils spéciaux

L'impact sur les territoires peut être évalué à l'aide de méthodes qualitatives et quantitatives, telles que RHOMOLO<sup>7</sup>, le modèle de la Commission européenne qui permet de simuler l'impact sectoriel, régional et temporel des politiques de l'UE et d'aider les décideurs politiques à évaluer les investissements, les réformes et les changements structurels dans l'économie. La plateforme de modélisation LUISA<sup>8</sup> fournit des projections de «scénario de référence territorial» régulièrement mises à jour (en phase avec les projections à long terme d'Eurostat et d'ECFIN) simulant les impacts des politiques européennes établies à l'échelle territoriale en matière de durabilité et de cohésion territoriale. Elle peut également étayer l'analyse quantitative de l'impact territorial de mesures politiques spécifiques «sur mesure» sur un large éventail d'indicateurs, et ses résultats peuvent être agrégés à n'importe quel niveau territorial. L'outil ESPON Quick Scan<sup>9</sup> est une méthodologie rapide à déployer et rentable pour associer les parties prenantes des villes et des régions.

Les méthodologies d'AIT approuvées font désormais partie du programme «Mieux légiférer»<sup>10</sup>, qui constitue le cadre pour la conception et l'évaluation transparentes des politiques et de la législation de l'UE, en s'appuyant sur des données probantes et étayées par les points de vue des citoyens et des parties prenantes.

L'AIT peut aider l'UE à renouer avec ses citoyens. Il nous faut tenir compte des répercussions de la législation européenne dans les régions d'Europe et des différentes réalités dans les villes, les zones rurales, les régions ultrapériphériques, les régions transfrontalières, les montagnes, les îles, etc.

## CONTACTEZ-NOUS

REGIO-URBAN-TERRITORIAL@ec.europa.eu

7) <http://rhomolo.jrc.ec.europa.eu/>

8) <https://ec.europa.eu/jrc/en/luisa/>

9) <https://www.espon.eu/tools-maps/espon-tia-tool>

10) <http://europa.eu/lqc96cf>



## Les subventions de l'EEE et de la Norvège soutiennent la politique de cohésion de l'UE pour renforcer l'Europe

Les subventions de l'EEE et de la Norvège correspondent aux contributions financières de l'Islande, du Liechtenstein et de la Norvège à la solidarité et à la cohésion européennes. Au cours de la période de programmation 2014-2021, 2,8 milliards d'euros ont été débloqués pour des projets, renforçant ainsi les investissements de l'UE en Europe centrale et méridionale.

L'Islande, le Liechtenstein et la Norvège coopèrent étroitement avec l'UE dans le cadre de l'accord sur l'Espace économique européen (EEE) et sont membres du marché unique. Ces pays poursuivent notamment l'objectif commun de réduction des disparités sociales et économiques dans l'ensemble de l'EEE.

Les pays y contribuent par le biais des subventions de l'EEE et de la Norvège. À l'instar du Fonds de cohésion de l'UE, les subventions soutiennent les États membres de l'UE dont le revenu national brut par habitant est inférieur à 90% de la moyenne de l'UE. Leurs priorités reflètent celles de l'UE: une Europe verte, compétitive et inclusive.

Conformément aux priorités de l'UE pour la période de financement actuelle, les subventions EEE/Norvège ont récemment mis en place des fonds régionaux pour lutter contre le chômage des jeunes et promouvoir la coopération transfrontalière.

### Optimiser l'impact

Au début de la période de programmation, chaque pays bénéficiaire propose des priorités d'investissement dans un protocole d'accord bilatéral avec les pays donateurs. La Commission européenne est consultée au cours des négociations afin d'éviter les doubles emplois et de veiller à ce que le financement soit affecté là où il aura le plus d'impact. Les programmes mis

en œuvre dans le cadre des subventions doivent être conformes aux règles de l'UE ainsi qu'aux normes relatives aux droits de l'homme, à la bonne gouvernance, au développement durable et à l'égalité des genres.

Les fonds de l'UE et de l'EEE sont complémentaires et sont généralement gérés par la même autorité de gestion au niveau national. L'un peut soutenir l'autre, par exemple, en aidant un projet pilote à se développer ou en finançant un aspect différent du même projet. Les subventions financent également des projets pour lesquels il est difficile de trouver un financement de l'UE ou national, afin d'éviter les doubles emplois. Les fonds de l'UE et de l'EEE réussissent à mobiliser d'autres sources de financement public et privé.

L'un des principaux objectifs des subventions est de renforcer les relations bilatérales entre l'Islande, le Liechtenstein et la Norvège et les pays bénéficiaires. Leurs priorités répondent à des défis européens communs, les pays donateurs et les pays bénéficiaires ayant à la fois les compétences pour et un intérêt à collaborer. Des fonds sont réservés pour faciliter et soutenir les partenariats bilatéraux entre les institutions publiques, les entreprises privées, les ONG et les institutions de recherche à tous les niveaux. Au cours de chaque période de programmation, ce sont des milliers de projets qui sont soutenus, notamment des collaborations de recherche, des projets conjoints de PME ou des échanges entre pairs et la formation de personnel.



## Soutenir la démocratie

Les subventions de l'EEE se distinguent par le fait qu'un minimum de 10% du financement est directement versé aux organisations de la société civile dans chaque pays bénéficiaire. L'objectif est d'assurer la viabilité à long terme et renforcer la capacité du secteur de la société civile à promouvoir la participation démocratique, la citoyenneté active et les droits de l'homme.

Le Conseil de l'Europe, l'OCDE et l'Agence des droits fondamentaux de l'UE sont partenaires de plusieurs programmes et projets, apportant leur expertise en matière de lutte contre la discrimination, d'inclusion sociale, de développement économique et de bonne gouvernance. L'autonomisation des groupes vulnérables et des minorités telles que la population rom est un volet spécifique des subventions dans de nombreux pays bénéficiaires.

### POUR EN SAVOIR PLUS

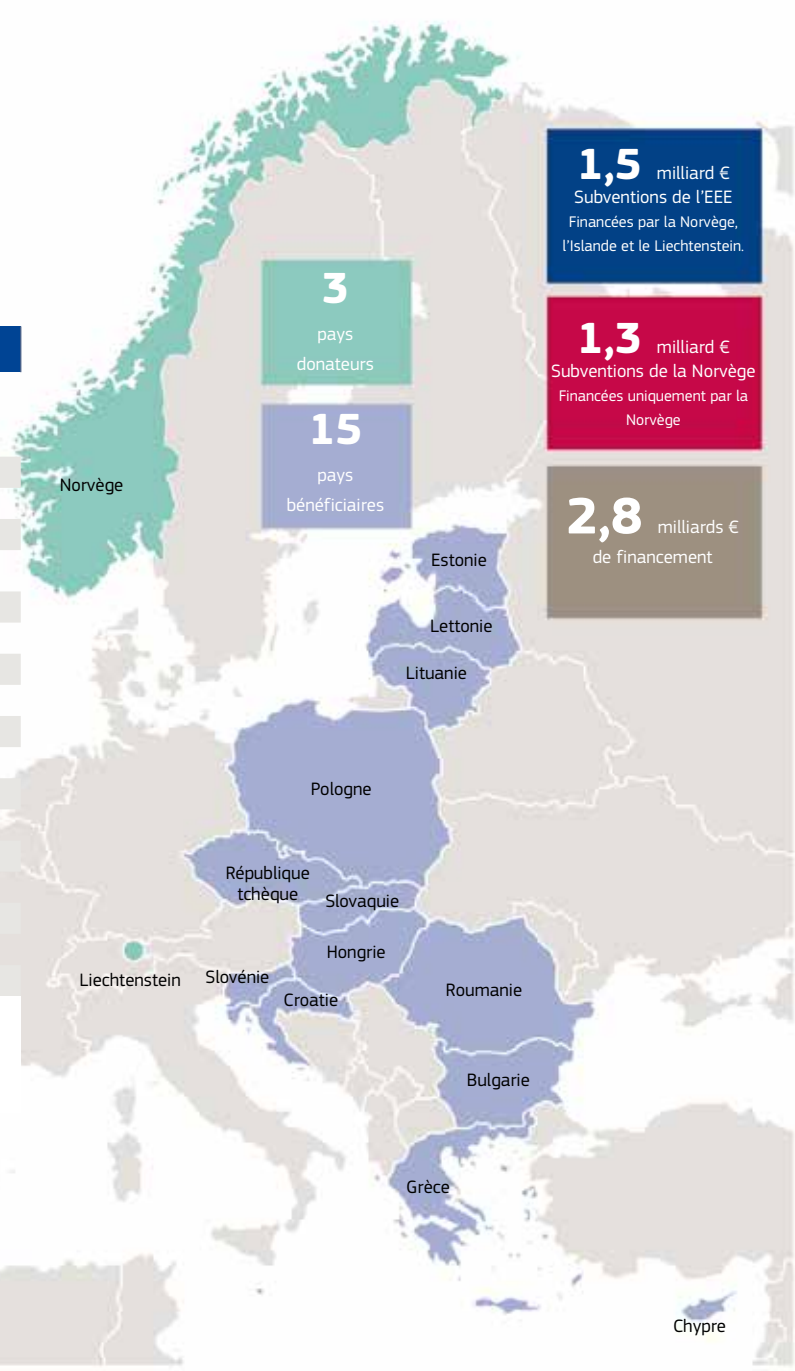
<http://www.eeagrants.com>

## Œuvrer ensemble pour une Europe verte, compétitive et inclusive

### Pays bénéficiaires (millions d'EUR) 2014-2021

Pays	Subventions de l'EEE	Subventions de la Norvège	Total
Bulgarie	115,0 €	95,1 €	210,1 €
Croatie	56,8 €	46,6 €	103,4 €
Chypre	6,4 €	5,1 €	11,5 €
République tchèque	95,5 €	89,0 €	184,5 €
Estonie	32,3 €	35,7 €	68,0 €
Grèce	116,7 €	-	116,7 €
Hongrie	108,9 €	105,7 €	214,6 €
Lettonie	50,2 €	51,9 €	102,1 €
Lituanie	56,2 €	61,4 €	117,6 €
Malte	4,4 €	3,6 €	8,0 €
Pologne	397,8 €	411,5 €	809,3 €
Portugal	102,7 €	-	102,7 €
Roumanie	275,2 €	227,3 €	502,5 €
Slovaquie	54,9 €	58,2 €	113,1 €
Slovénie	19,9 €	17,8 €	37,7 €
Fonds régionaux	55,2 €	44,8 €	100,0 €
<b>Total</b>	<b>1548,1 €</b>	<b>1253,7 €</b>	<b>2801,8 €</b>

\* Les subventions de l'EEE sont financées conjointement par les trois donateurs, les contributions étant basées sur leur PIB. La part estimée des contributions correspond à : Norvège (96%), Islande (3%) et Liechtenstein (1%).



Portugal

Grèce

Chypre

# Soutenir la société civile

*Georgi Stoytchev, directeur exécutif de l'Open Society Institute à Sofia (OSI-Sofia), explique à Panorama comment les subventions de l'EEE soutiennent la société civile en Bulgarie.*



*Quel est le rôle de l'OSI dans la gestion des subventions de l'EEE pour la société civile en Bulgarie?*

OSI-Sofia fait partie d'un consortium qui gère le Fonds pour les citoyens actifs (Active Citizens Fund) en Bulgarie – le programme de subventions de l'EEE en faveur de la société civile pour la période 2014-2021. Le Fonds sera l'une des sources de financement les plus importantes pour les organisations de la société civile bulgare (OSC), avec une enveloppe de 15,5 millions d'EUR consacrés à des projets. Plus de 85 % des promoteurs de projets estiment que leurs capacités se sont améliorées grâce à leur participation à la période précédente. Les premiers appels à propositions ouverts seront annoncés cette année.

*Comment les subventions de l'EEE contribuent-elles à répondre aux priorités de la société civile bulgare?*

La Bulgarie est confrontée à des défis, notamment un niveau relativement faible de participation citoyenne, une perte de confiance dans les institutions démocratiques et le déclin de la liberté des médias. Nous nous attaquons également aux problèmes liés à la pauvreté, aux discours de haine, aux droits de l'homme et à l'intégration des Roms, des demandeurs d'asile et d'autres groupes vulnérables. Le Fonds développe la viabilité à long terme et la capacité du secteur de la société civile à promouvoir la

« Les subventions de l'EEE seront l'une des sources de financement les plus importantes pour les organisations de la société civile bulgare, avec une enveloppe de 15,5 millions d'EUR consacrés à des projets. »

participation démocratique, la citoyenneté active et les droits de l'homme. Au moins 10 % du financement total a été réservé à des projets contribuant à l'inclusion des Roms.

*Dans quelle mesure les financements de l'UE et de l'EEE se complètent-ils sur le terrain?*

Nous mettons actuellement en œuvre un projet de recherche et de plaidoyer financé par l'UE afin d'aider les groupes sociaux vulnérables à accéder à l'aide juridique pendant la phase préalable au procès. Le bureau national d'aide juri-

dique est partenaire du projet et est soutenu par des subventions de l'EEE. Ainsi, ces deux sources de financement soutiennent les OSC bulgares dans leurs efforts de réforme judiciaire.

Un autre exemple est la recherche menée par les OSC qui servira de base aux recommandations politiques dans le cadre d'une initiative financée par l'UE visant à améliorer l'accès des jeunes Roms à des emplois de qualité dans le secteur privé. Ces mesures complètent l'objectif des subventions de l'EEE visant à autonomiser les groupes vulnérables grâce, notamment, à l'amélioration de l'accès à l'éducation et à l'emploi et à la participation à la prise de décision.

*Comment le financement a-t-il contribué à renforcer les relations bilatérales?*

Les subventions de l'EEE permettent aux organisations de la société civile bulgare et aux pays donateurs d'élaborer et de mettre en œuvre des projets communs. Plus de 50 projets ont été menés à bien sur une période de quatre ans, dont des séminaires consacrés au partage d'expériences et de connaissances. Plus de la moitié des promoteurs des projets soutenus par des subventions de l'EEE en Bulgarie ont déclaré en avoir appris davantage sur la Norvège, l'Islande et le Liechtenstein. ■





« S'occuper de ces personnes et les protéger, c'est un investissement pour l'avenir. Ce n'est qu'un tout petit geste pour moi, mais il a toute son importance aux yeux de ceux que nous aidons. »

*George Maragoudakis, interprète pour le service d'asile grec*

## RENFORCEMENT DES DROITS FONDAMENTAUX EN GRÈCE

Le programme de subventions de l'EEE en matière d'asile finance 80 interprètes et un certain nombre d'agents supplémentaires au sein du service d'asile grec. Le personnel supplémentaire a contribué à une augmentation de 20 à 25 % du nombre de dossiers traités. En tant que partenaire du programme, la direction de l'immigration norvégienne travaille en étroite collaboration avec les autorités grecques pour partager son expérience en matière de traitement des demandes d'asile et de gestion des centres d'accueil. Le financement de l'EEE complète le soutien financier de l'UE dans le même domaine, contribuant ainsi à la réalisation de l'objectif commun d'un régime d'asile européen commun qui fonctionne bien.

<https://eeagrants.org/News/2016/Funding-lifeline-for-Greek-asylum-service#story>

## RECHERCHE CONJOINTE SUR LE CAPTAGE ET LE STOCKAGE DU CARBONE EN POLOGNE

L'Université technologique de Silésie en Pologne et SINTEF Energy Research en Norvège ont conjugué leurs efforts pour développer une nouvelle technologie de combustion qui utilise de l'oxygène pur et une température de combustion plus basse. Cette technique augmente le rendement des chaudières, réduit les polluants azotés et facilite le captage du carbone.

Le partage intensif des données et le transfert des connaissances ont mené à une meilleure compréhension des processus, à de nouvelles idées pour résoudre les problèmes et à de nouvelles pistes d'investigation. Les partenaires poursuivront leur coopération fructueuse dans le cadre du projet Horizon 2020 CHEERS, financé par l'UE, qui met l'accent sur les technologies de capture et de stockage du carbone de deuxième génération afin de réduire les émissions.

<http://www.mocca.itc.polsl.pl/>

## SOUTIEN AUX LITIGES STRATÉGIQUES EN ESTONIE

Les litiges stratégiques impliquent de porter des affaires spécifiques devant les tribunaux afin d'apporter des modifications à la loi. Le Centre estonien des droits de l'homme a organisé des formations et des ateliers sur l'utilisation de cet outil de plaidoyer pour améliorer la protection des droits des groupes vulnérables dans le domaine de l'égalité de traitement et de la migration. L'Organisation norvégienne contre la discrimination publique a dispensé des conseils stratégiques et fait part de son expérience. Ces organisations étudient les possibilités de collaboration future en matière de plaidoyer fondé sur la recherche dans le cadre du programme de recherche Horizon 2020 de l'UE.

<https://humanrights.ee/en/topics-main/vordne-kohtlemine/strategic-litigation/>

# Une intervention intégrée dans la gestion des eaux usées urbaines



**Theodoros Karypidis, gouverneur de Macédoine occidentale, explique comment un projet fructueux de gestion des eaux usées urbaines dans sa région sert de projet pilote pour l'ensemble de la Grèce.**

La gestion des eaux urbaines résiduaires est problématique dans de nombreuses régions de la Grèce, et la Macédoine occidentale n'y échappe pas. Les autorités locales et l'agence de développement régional, ANKO S.A., se sont efforcées, ensemble, de déterminer l'ampleur du problème. Avec le soutien du Fonds européen de développement régional (FEDER), ils ont formulé et mis en œuvre une stratégie, dotée d'un budget de 40 millions d'EUR, pour traiter cette question de manière globale. Le projet intègre le principe de durabilité de l'UE dans le plan d'entreprise global pour la Macédoine occidentale.

## Plan d'entreprise

Notre approche de la gestion intégrée des eaux urbaines résiduaires se reflète dans une récente initiative de la DG REGIO visant à élaborer et à mettre en œuvre un plan d'entreprise national pour ce secteur. L'objectif est d'étudier, de construire et d'assurer l'exploitation d'infrastructures de traitement des eaux usées (réseaux d'assainissement et installations de traitement des eaux usées) pour les localités de 2000 à 15000 habitants (les «agglomérations de catégorie 3») en Grèce.

L'Union européenne finance l'élaboration de 13 plans régionaux de gestion intégrée des eaux usées fondés sur un modèle de gouvernance coopérative. Les autorités centrales, régionales et locales pilotent la mise en œuvre avec l'appui opérationnel d'un secrétariat technique national mis en place exclusivement à cet effet.

L'objectif de la Commission est de mobiliser des fonds d'une valeur de plus d'1 milliard d'EUR, afin que la Grèce puisse satisfaire pleinement aux exigences de la directive européenne sur les eaux urbaines résiduaires et éviter de devoir payer des amendes supplémentaires en cas de non-respect. La région de Macédoine occidentale et moi-même œuvrons pour atteindre cet objectif en partageant notre expérience avec des organismes compétents dans d'autres régions.

## Action au niveau local

Le gouvernement local de la région croit en son rôle de «producteur de développement», sachant que la conception et la mise en œuvre dépassent les limites temporelles d'une seule période de gouvernance et de programmation de l'UE.

Ainsi, notre vision à long terme a été divisée en plusieurs phases selon l'ampleur du problème, le type d'agglomération et la maturité de la mise en œuvre. Notre relation permanente et bidirectionnelle a permis d'assurer que les interventions et les décisions concernant l'utilisation du sol se concentrent sur le bien commun en adoptant une mise en œuvre de projet éprouvée.

La même philosophie a été utilisée pour concevoir la gestion intégrée des eaux urbaines résiduaires en groupes d'agglomé-



rations, d'abord à Kozani, puis dans les trois autres préfectures de la région.

Les grandes agglomérations urbaines ont été reliées à des agglomérations plus petites dans un système de transport et de gestion des eaux urbaines résiduaires. Parallèlement, les petites localités ont été regroupées en une seule unité pour former des agglomérations de catégorie 3.

La planification participative, la refonte, l'adaptation, l'évaluation et la reprogrammation du plan global et sa mise en œuvre locale ont été des éléments clés de la méthodologie. Ces facteurs ont été renforcés par le consensus des habitants de la région et la participation active des autorités locales, des services techniques et autres, en collaboration avec les départements centraux et régionaux. La participation d'ANKO S.A a également été cruciale, depuis la phase de conception initiale jusqu'à la mise à l'essai des installations de traitement des eaux usées.

Nous exécutons actuellement les phases de construction qui se chevauchent et l'exploitation temporaire des projets achevés dans le cadre du CRSN 2007-2013, tandis que la mise en œuvre des projets restants dans les programmes de la période de programmation 2014-2020 est en cours.

Une fois ceux-ci achevés, la région de Macédoine occidentale sera pleinement conforme aux dispositions du cadre juridique et sera un brillant exemple au niveau national. Environ 90% de la population de la préfecture de Kozani sera desservie par notre plan pionnier.

En outre, la planification est presque achevée pour les réseaux internes et externes de transfert des eaux usées dans les agglomérations regroupées qui seront desservies par des installations de traitement des eaux usées de catégorie 3 ou des solutions locales.

Nous sommes également en train d'élaborer un plan intégré de gestion des boues traitées biologiquement, et nous travaillons à la gestion et à l'exploitation efficaces et unifiées des installations de traitement des eaux usées dans toute la région de Macédoine occidentale.

Il ne fait aucun doute que nous disposons d'une stratégie, que nous utilisons des procédures participatives, que nous nous concentrons sur l'environnement, la durabilité et la qualité de vie, que nous apportons un soutien technique à notre plan et que nous continuons à fixer de nouveaux objectifs innovants pour améliorer le rôle des autorités locales. ■

*Theodoros Karypidis, gouverneur de Macédoine occidentale.*

## STATION D'ÉPURATION DE VELVENTOS

Mise en service en 2016, la station d'épuration a une capacité de 5400 équivalents-habitants. Le traitement des eaux usées est réalisé par le procédé à boues activées à aération prolongée, avec stabilisation et nitrification, dénitrification et déshydratation des boues. Le projet a été financé par le programme opérationnel «Environnement et développement durable».



## STATION D'ÉPURATION DE SERVIA



Ce projet, avec une capacité de 7500 équivalents-habitants, est actuellement dans sa période d'essai. Le traitement des eaux usées est réalisé par le procédé à boues activées à aération prolongée, avec stabilisation et nitrification, dénitrification et déshydratation des boues. Le projet est financé par le programme opérationnel «Environnement et développement durable».



PROJETS

# RESTAURATION MAJEURE D'UN SITE EMBLÉMATIQUE D'AUTRICHE

INVESTISSEMENT TOTAL  
1 665 000 EUR

CONTRIBUTION DE L'UE  
326 700 EUR

**Le château de Heinfels, niché dans les montagnes du Tyrol oriental autrichien, fait l'objet d'une restauration majeure grâce à un projet soutenu par le Fonds européen de développement régional. Une fois les travaux de rénovation terminés, le château sera ouvert au public, de même que deux autres sites de l'Italie voisine, qui ont également bénéficié d'un financement dans le cadre du même programme.**

La forteresse historique de Heinfels est perchée sur une colline surplombant le village éponyme. Il est déjà fait mention de ces fortifications en 1243; et si l'extérieur du château reste impressionnant, l'intérieur est dans un état de délabrement avancé.

Le programme de restauration vise à remédier à cette situation, et les travaux sont prévus jusqu'en 2019. Les plans de réaménagement comprennent la reconstruction des murs et plafonds qui se sont effondrés et la restauration des façades. Les fenêtres et portes existantes seront également restaurées ou remplacées, le cas échéant.

Par ailleurs, la chapelle sera transformée en musée. L'entretien des structures internes et des travaux de plafonnage sont également en cours. L'accessibilité du public est garantie par le projet FEDER, bien qu'une deuxième phase de développement entende définir un concept plus adapté à l'utilisation à long terme du bâtiment.

## Sites historiques aux alentours

Outre le château de Heinfels, deux autres constructions remarquables sont en cours de restauration grâce au projet «Tours et châteaux». La «Magnifica Comunità» à Cadore et le château de Feltre à Feltrino sont tous deux situés dans la province voisine de Belluno, dans le nord de l'Italie. À l'instar du château de Heinfels, ces sites font partie intégrante de l'identité culturelle locale et sont des attractions touristiques populaires.

Les travaux de rénovation sont adaptés aux besoins de chaque édifice selon son état de délabrement. L'objectif général est d'améliorer l'accessibilité de ces monuments au grand public et leur permettre d'accueillir des expositions qui mettent en valeur l'histoire locale.

Les travaux réalisés dans le cadre de ce projet transfrontalier permettront également de comparer les différentes approches de la rénovation et les différentes techniques utilisées par des artisans qualifiés. Les étudiants des écoles professionnelles locales visiteront les sites et participeront à des ateliers, des séminaires d'étude et des exercices pratiques de rénovation.

La promotion de ces sites et leur accès renouvelé pour les habitants et les touristes seront au cœur d'une campagne de communication commune qui mettra en évidence l'importance culturelle des monuments et des éléments architecturaux moins connus. La création d'un réseau culturel transfrontalier participera à la promotion du tourisme. ■

---

## POUR EN SAVOIR PLUS

<http://burg-heinfels.com/index.php/de/>



## PROJETS

# LA RÉNOVATION DE L'AÉROPORT RENFORCE LA SÉCURITÉ – ET PROTÈGE L'ENVIRONNEMENT

**INVESTISSEMENT TOTAL  
70 000 000 EUR**

**CONTRIBUTION DE L'UE  
35 000 000 EUR**

**L'aéroport estonien de Tallinn fait l'objet d'une rénovation de 70 millions d'EUR qui améliorera la sécurité des vols tout en atténuant les effets négatifs de l'exploitation et de l'infrastructure aéroportuaires sur l'environnement.**

Le programme, qui a bénéficié d'une contribution de 35 millions d'EUR du Fonds de cohésion, fournira une série de systèmes et d'infrastructures qui seront installés sur les flancs est et sud de la zone de l'aéroport.

La mise en place de systèmes d'évacuation des eaux de pluie et de drainage ainsi que de zones de collecte de neige et de dégivrage contribuera à réduire l'impact environnemental causé par la pollution des eaux de surface et souterraines. L'aéroport bénéficie également d'une infrastructure d'éclairage modernisée qui lui permettra de mettre en place un système de navigation CAT 2. Ce système donne aux pilotes une plus grande marge de manœuvre pour utiliser leurs instruments afin d'atterrir en toute sécurité, même pendant les périodes de mauvaise visibilité.

## Une plus grande efficacité

Dans le cadre du projet, la zone de sécurité de la piste de l'aéroport va être renforcée. Ces aménagements, ainsi que le nouveau système de balisage lumineux du terrain, permettront à l'aéroport de Tallinn de se conformer aux exigences de l'Agence européenne de la sécurité aérienne (AESA) en matière d'infrastructure. En outre, l'achat de nouvelles technologies et d'équipements de sécurité pour la piste permettra une maintenance plus efficace de l'infrastructure modernisée et supplémentaire.

Les modifications apportées par le projet permettront aux appareils de s'écarter du bord du lac Ülemiste au décollage et à l'atterrissage, et d'augmenter la hauteur d'approche à l'atterrissage des avions au-dessus de Tallinn et du lac, ce qui contribuera à réduire la pollution sonore dans les zones environnantes.

L'achèvement du projet est prévu pour 2020. Ces travaux s'appuient sur des projets antérieurs soutenus par le Fonds de cohésion pour moderniser et agrandir le plus grand aéroport d'Estonie. Un projet achevé en 2008 a permis la reconstruction des aires de roulage et de trafic de l'aéroport, ainsi que le doublement de la taille et la modernisation complète de l'aérogare en forme de T. Les investissements consentis ont notamment permis d'améliorer les installations de sécurité et les passerelles pour passagers, d'établir de nouveaux comptoirs d'enregistrement et de fournir une connexion Internet sans fil.

Les mesures soutenues par le Fonds de cohésion ont contribué à accroître la capacité de l'aéroport de Tallinn, lui permettant d'accueillir environ 2,5 millions de passagers chaque année. ■

## POUR EN SAVOIR PLUS

<http://www.strukturifondid.ee/eng/edulood#!projekt-37003>

## PROJETS

# PREMIER PRIX POUR UN PROJET GREC DE CONNEXION À LARGE BANDE EN MILIEU RURAL

**INVESTISSEMENT TOTAL  
199 715 800 EUR**

**CONTRIBUTION DE L'UE  
161 061 000 EUR**

**Un projet qui a fourni une connectivité Internet de haute qualité aux «zones rurales blanches» de la Grèce a été choisi comme l'un des cinq lauréats du Prix européen du haut débit 2017.**

Le projet «Broadband Network Development in White Rural Areas of Greece» (Développement d'un réseau à large bande dans les zones rurales blanches de la Grèce) est une initiative nationale qui bénéficie d'un financement de l'UE visant à fournir au pays une couverture en infrastructures et des services de connectivité abordables. Environ 5077 localités et plus de 500 000 citoyens des régions éloignées et défavorisées du nord, du centre et du sud de la Grèce en sont les bénéficiaires.

Le projet réduit la fracture numérique entre les régions essentiellement montagneuses, insulaires et frontalières et le reste du pays. Jusqu'ici, ces zones résidentielles isolées avaient été coupées du monde numérique parce que les acteurs commerciaux s'étaient montrés réticents à investir dans le haut débit en raison de la faible rentabilité escomptée de leurs investissements.

Le soutien du Fonds européen de développement régional (FEDER) et du Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) a aidé le gouvernement grec à mettre en place le réseau à grande capacité par le biais d'un partenariat public-privé. Les utilisateurs peuvent s'attendre à bénéficier d'un accès Internet avec une bande passante allant jusqu'à 30 Mbps, qui atteindra 50 Mbps grâce à une amélioration progressive du service.

## Avantages économiques et sociaux

On espère que le nouveau réseau à large bande renforcera la cohésion sociale et donnera un coup de fouet à l'économie des régions les plus pauvres. Une infrastructure informatique accessible et efficace peut améliorer la viabilité de l'activité économique et encourager la population, en particulier la jeune

génération, à rester dans ces régions plutôt que de déménager vers des zones plus urbanisées. Les estimations montrent qu'une pénétration accrue du haut débit de 8% pourrait aider l'économie de ces régions peu peuplées à croître de 1,2%.

L'accès à un réseau à large bande aussi étendu et de grande capacité devrait également encourager la croissance des petites entreprises et offrir aux citoyens un large éventail de possibilités de télétravail. En outre, le secteur agricole tirera de grands avantages de cet investissement. Celui-ci aidera les agriculteurs à accroître leur production et donnera aux entreprises un accès instantané aux prix du marché des produits agricoles, car l'introduction de nouvelles technologies de l'information rendra leurs opérations plus efficaces. Les entreprises du secteur de la culture et du tourisme devraient également tirer profit d'un meilleur accès à la large bande.

Les résultats concrets de cet investissement judicieux sont déjà visibles dans le secteur de l'éducation. Maintenant qu'elles disposent d'un service à large bande fiable, les écoles des régions éloignées et montagneuses de la préfecture de Pella, dans le nord de la Grèce, peuvent avoir recours aux médias numériques pédagogiques dans les salles de classe. Le volet suivant du projet sera cofinancé par des fonds alloués au titre de la période 2014-2020 afin de couvrir les zones blanches restantes de la Grèce.

Le projet a remporté la 3<sup>e</sup> catégorie du Prix européen du haut débit: «Cohésion territoriale dans les zones isolées et rurales». Ce prix est organisé par la direction générale des réseaux de communication, du contenu et des technologies. ■

## POUR EN SAVOIR PLUS

<http://bit.ly/2ohCPn1>



# PROGRAMME

## 24 MAI

Bruxelles (BE)

**Conférence de haut niveau sur « la bonne gouvernance et la politique de cohésion de l'UE »**

## 24-25 MAI

Catane (IT)

**3<sup>e</sup> Forum annuel de la Stratégie de l'UE pour la région de l'Adriatique et de la mer Ionienne (EUSAIR)**

## 3-5 JUIN

Tallinn (EE)

**9<sup>e</sup> Forum annuel de la stratégie de l'UE pour la région de la mer Baltique (EUSBSR)**

## 8-11 OCTOBRE

Bruxelles (BE)

**Semaine européenne des régions et des villes**

Vous trouverez davantage d'informations sur ces événements dans la section Programme du site InfoREGIO: [http://ec.europa.eu/regional\\_policy/fr/newsroom/events/](http://ec.europa.eu/regional_policy/fr/newsroom/events/)



Le projet Road Trip est une expérience de voyage européenne qui emmènera, entre le 14 avril et le 25 août 2018, huit participants à travers le continent sur quatre itinéraires différents: Méditerranée, Atlantique, Danube, Baltique.

Quatre duos parcourront l'Europe à bord d'un van. En cours de route, ils rencontreront les habitants, goûteront l'ambiance locale, découvriront des projets qui améliorent la vie des gens, et exploreront des endroits inconnus et admireront des paysages époustouflants.

**+ NOUS SUIVRE**  
[www.roadtripproject.eu](http://www.roadtripproject.eu)

### AVIS JURIDIQUE

Ni la Commission européenne ni quiconque agissant en son nom ne sont responsables de l'usage qui pourrait être fait des informations données ci-après.

Luxembourg: Office des publications de l'Union européenne, 2018

Print: ISSN 1608-3903

PDF: ISSN 1725-8316

© Union européenne, 2018

Réutilisation autorisée, moyennant mention de la source.

La politique relative à la réutilisation de documents de la Commission européenne est réglementée par la décision 2011/833/UE (JO L 330 du 14.12.2011, p. 39).

Toute utilisation ou reproduction de photos ou d'autres documents qui ne bénéficie pas de la protection d'un droit d'auteur européen est soumise à une autorisation préalable à demander directement aux détenteurs de leurs droits d'auteur.

Imprimé en Belgique

Ce magazine est imprimé en anglais, français, allemand, bulgare, grec, espagnol, italien, polonais et roumain sur du papier recyclé. Il est disponible en ligne dans 22 langues à l'adresse: [http://ec.europa.eu/regional\\_policy/fr/information/publications/panorama-magazine/](http://ec.europa.eu/regional_policy/fr/information/publications/panorama-magazine/)

Le contenu de ce numéro a été finalisé en mars 2018.

### PHOTOGRAPHIES (PAGES):

Couverture: © Union européenne

Page 3: © Union européenne

Page 4: © Ministère de la cohésion des territoires, France

Page 5: © iStock/deepblue4you

Page 6: © iStock/tolgaldun

Page 7: © Torskal

Page 10: © Union européenne

Page 11: © Ministère du développement régional et des fonds de l'UE, Croatie

Page 12: © Land de Rhénanie-du-Nord-Westphalie, Allemagne

Page 13: © Land de Rhénanie-du-Nord-Westphalie, Allemagne

Page 14: © Land de Rhénanie-du-Nord-Westphalie, Allemagne

Page 17: © Land de Rhénanie-du-Nord-Westphalie, Allemagne

Page 18: © InVerSiv

Page 19: © Land de Rhénanie-du-Nord-Westphalie, Allemagne

Page 20: © Land de Brandebourg, Allemagne

Page 21: © Conférence des régions périphériques maritimes

Page 22: © Conférence des villes de l'Arc atlantique

Page 25: © Bio-Incubator Leuven; © Община Габрово

Page 26: Centre d'excellence IT4Innovations © Michal Novotny; GeoCenter Møns Klint © Union européenne

Page 27: Energieberg © Union européenne; SMIT © Centre d'informatique et de développement du ministère de l'intérieur, Estonie

Page 28: EPIC Migrants © EPIC; © Tunnels de Tempé

Page 29: Institut d'hydraulique environnementale © IHCantabria; Mont Saint Michel © AdobeStock

Page 30: Aéroport de Dubrovnik © Damir Žižić & Dean Tošović; Pompéi © Parco archeologico di Pompei

Page 31: Cyprus School Actions © Εφν Ιωαννίδου;

Salle de concert Great Amber © Union européenne

Page 32: Sanarisked Hospital © Marjan Kulieša & Raimondas Urbakavičius; Numericall @ Numericall

Page 33: Quartier de Magdolna © REV8 PLC; Centre national des sciences interactives @ Explora

Page 34: Imprimante 3D © Aectual; Wasserlabor @ Dream RRM

Page 35: Ligne ferroviaire E30 © Włodzimierz Włoch;

Kastelo @ Union européenne

Page 36: ELI-NP © Union européenne; Faculté de chimie © David Lotrič

Page 37: DIKDA © Slovenská národná knižnica; © 66Aika © Kalle Kataila

Page 38: Climate Smart Innovation © Robert Rundberget; London Green Fund © LEEF

Page 39: Euregio Meuse-Rhin © EMROD; Teaching Divided Histories © Nerve Centre

Page 53: © Union européenne

Page 54: © iStock/Ramberg

Page 56: © Subventions de l'EEF

Page 57: © Christophe Vander Eecken

Pages 58, 59: © Région de Macédoine occidentale

Page 60: © Burg Heinfels Museumsverein

Page 61: © Aéroport de Tallinn

Page 62: © Ministère de la politique numérique, des télécommunications et des médias, Grèce

## RESTEZ CONNECTÉ



[http://ec.europa.eu/regional\\_policy/cohesiondata.ec.europa.eu](http://ec.europa.eu/regional_policy/cohesiondata.ec.europa.eu)



@EU\_Regional  
#CohesionPolicy | #ESIFunds



EUinmyRegion



[flickr.com/euregional](https://www.flickr.com/photos/euregional/)



RegioNetwork



[ec.europa.eu/commission/2014-2019/cretu\\_en](http://ec.europa.eu/commission/2014-2019/cretu_en)  
@CorinaCretuEU



Office des publications

Commission européenne  
Direction générale de la politique régionale et urbaine  
Communication – Agnès Monfret  
Avenue de Beaulieu 1 – B-1160 Bruxelles  
E-mail: [regio-panorama@ec.europa.eu](mailto:regio-panorama@ec.europa.eu)